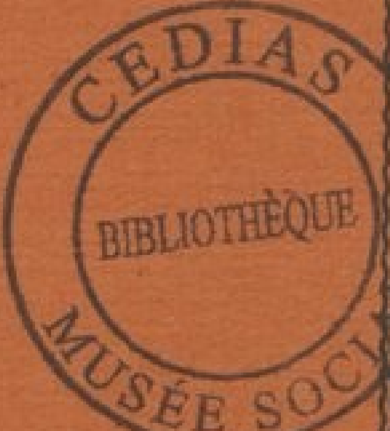
6e Année, N° 102 - 15 Avril 1930 — Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

SOMMAIRE :



Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administration :
54, rue du Château-d'Eau, PARIS-Xe
Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES, MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)
Les Notes Economiques (R. Louzon)
La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)
Parmi nos Lettres (De tout et de tous)
A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.)
Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)
Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, U. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois........ 20 fr. Un an........ 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois........ 26 fr. Un an........ 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration **à M. Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).**

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99).

PERMANENCE POUR LA REDACTION ET L'ADMINISTRATION :
Tous les après-midi, sauf le dimanche, de 14 à 19 heures

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : **Maurice Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.**

CONSERVEZ LA COLLECTION DE LA « REVOLUTION PROLETARIENNE »

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à tout militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Nous avons un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928 et 1929.

Les numéros d'une année : 40 francs.
Reliés « Selflior » : 43 fr. 50 (franco 50 fr. 50).

LE CARNET DU SAUVAGE

Le dernier pèlerin de Zimmerwald

Aux obsèques de Bourderon, une gerbe de roses rouges était recouverte et comme cachée. Son inscription portait : « Au pèlerin de Zimmerwald ». *C'était l'hommage de la Ligue Syndicaliste. Un hommage qui serait allé au cœur du vieux militant syndicaliste.*

Loin de cacher et de renier cet acte de sa vie, Bourderon le regardait au contraire comme son titre de fierté. Lors de la mort de Merrheim, en octobre 1925, *il avait été blessé que personne n'eût rappelé sur sa tombe son action pacifiste et internationaliste. Lui qui n'écrivait guère, il prit la plume pour dire, dans le* Peuple *même, que l'attitude de Merrheim pendant la guerre constituait la plus belle page de sa vie. C'était vrai pour lui aussi. Leur attitude à tous deux, leur participation à la Conférence internationale de Zimmerwald en* 1915, *en pleine guerre, leur attitude durant les trois années qui suivirent constituent le couronnement de leur vie d'ouvriers et de militants.*

J'imagine comme il se serait rebiffé s'il lui avait été donné d'entendre Jouhaux, faisant allusion à cette période du mouvement, parler des erreurs qu'il avait commises, des fautes qu'il avait pu commettre de bonne foi, lui Bourderon. Il n'aurait pas manqué de répondre que ces fautes et ces erreurs faisaient son orgueil et que s'il avait un regret, ce n'était pas de les avoir faites, mais peut-être de n'avoir pas persévéré davantage dans la voie qu'elles traçaient.

J'ajouterai que, grâce à ces fautes et à ces erreurs, l'histoire retiendra les noms de Merrheim et de Bourderon comme ceux des véritables représentants de la classe ouvrière française pendant la guerre mondiale de 1914-1918. *L'histoire ne se souviendra plus de Jouhaux, sinon pour marquer sa défaillance.*

Si le prolétariat a été incapable en 1914 *de se dresser contre la guerre, cela résulte de différentes causes, mais l'une d'entre elles tient à ce fait que la fraternité de classe, la fraternité internationale des travailleurs par-dessus les frontières des Etats bourgeois, n'était pas encore la grande force que nous supposions. Mais des pionniers se sont trouvés dans tous les pays en guerre pour affirmer cette fraternité et se sont réunis à Zimmerwald. Opposition de sentiment à la guerre, ont dit et redit certains. Peut-être cela, mais aussi, mais surtout bien autre chose : l'affirmation courageuse, au péril de leur vie, de la fraternité ouvrière, de la fraternité de classe, de l'internationalisme, frère inséparable du socialisme et de la révolution. Les deux pionniers fournis par les ouvriers de France portent le nom de Merrheim et Bourderon. Rien n'effacera leur souvenir. Au contraire, d'année en année leur figure se dessinera avec plus de relief parmi les héros de la classe ouvrière.*

Les plus anciens souvenirs que je garde de Bourderon remontent à 1904. *Je le revois au Comité général de l'Union des Syndicats de la Seine, où il était le porte-parole vigoureux des réformistes. Oui, des réformistes. Et pas une séance où il ne fît tête. Comment s'expliquer qu'il se soit pourtant réclamé souvent du syndicalisme révolutionnaire ? Mais très simplement, parce que le vieil allemaniste qu'il était avait compris assez vite que le syndicalisme révolutionnaire était vraiment l'héritier de l'expérience ouvrière française.*

Bourderon tenait de ses origines un grand fonds de prudence, et même de méfiance; il ne s'avançait qu'après bien des hésitations et beaucoup de réflexion; mais une fois qu'il était arrivé à un point, il reculait difficilement. C'est à cela sans doute qu'il doit d'avoir moins reculé que Merrheim après 1918. *S'il a participé à la scission, il n'a jamais désavoué son action de guerre, et il a eu vite mesuré les ravages de la scission et résisté de toutes ses forces à l'embourbement de la C.G.T. Trop tard. Lui qui avait pensé en* 1918, *à la fin des hostilités, que la C.G.T. courbée sous le poids de la guerre, se redresserait tout naturellement d'elle-même la paix revenue, se rendait compte qu'il s'était trompé, que le redressement ne se ferait pas sans un long et dur effort. Il se sentait trop vieux pour en prendre la tête et pour le mener à bout. Ne vous découragez pas, nous dit-il le soir de la dernière journée du congrès de Bullier, au camarade Jeannin, de Besançon, et à moi. Depuis, à plusieurs reprises, et tout dernièrement encore, à sa dernière venue au bureau de la* Révolution Prolétarienne, *il disait aux quelques camarades présents :* « *La C.G.T. a besoin de sang rouge* ». *C'est le testament que laisse Bourderon à notre mouvement syndical.*

De cette dernière rencontre avec Bourderon, un autre souvenir. Il avait parlé de Zimmerwald, de la tempête qui suivit au sein du Parti socialiste, de Renoudel réclamant alors son exclusion du Parti au risque de le livrer aux balles de Clemenceau, d'Alexandre Varenne, ce chef de la censure de guerre, demandant : « *Mais de quoi vit donc Bourderon ?* » *Et lui, Bourderon, allant à un congrès mettre ses mains calleuses sous le nez de Varenne, qui reculait de frayeur.*

Au nom du Parti socialiste, Le Trocquer a revendiqué le père Bourderon comme l'un de ses militants, il a rappelé fièrement sa participation à Zimmerwald. Très bien. Mais c'est au moment où meurt Bourderon qu'Alexandre Varenne réintègre le Parti.

Deux états d'esprit aussi dissemblables peuvent-ils exister dans le même Parti ? Celui du pèlerin de Zimmerwald et celui du chef de la censure de guerre ?

Souvenirs d'un révolté ou d'une pipelette ?

— Si vous aviez su, vous n'auriez pas annoncé le bouquin de Jean Grave ? Il vous arrange gentiment...

— Erreur. Je savais que j'y étais arrangé et que je n'étais pas seul à l'être. Je connaissais même ce mot de Chaughi, qui avait lu le manuscrit : « *C'est bête et méchant.* » *Mais ce n'était pas une raison pour ne pas annoncer le bouquin. Mauvaise méthode que de toujours enjamber les bêtises et les méchancetés. Il*

vaut mieux, si c'est nécessaire, les balayer un bon coup.

Cependant, je dois bien avouer entre nous que mes prévisions sont dépassées. Longtemps, j'ai cru et j'ai dit : « Grave n'avait que du bon sens, la guerre le lui a pris. Alors il ne lui reste plus rien. » Je me demande si sa provision de bon sens a jamais été bien grande. On n'en trouve guère trace en tout cas dans ce livre qui se donne comme un tableau du « mouvement libertaire sous la 3e République » et qui porte un sous-titre, « Souvenirs d'un révolté », que rien ne justifie au long de ses trois cents pages.

Ce tableau du mouvement libertaire en France, de 1871 *à maintenant, n'y est pas, et c'est bien dommage. On aurait eu grand intérêt cependant à voir de près la filiation entre la première Internationale, son aile bakouniniste, la Fédération jurassienne, et ce qui allait s'appeler le mouvement libertaire. Et, par la suite, les périodes importantes, la période terroriste, la période syndicaliste, ne méritaient-elles pas de larges et belles fresques où l'historien comme l'ouvrier révolutionnaire aurait trouvé plaisir et profit. Au lieu de cela, un tout petit horizon, ou pas d'horizon du tout. Grave ne montre du mouvement libertaire que ce qu'il en a vu dans la petite pièce des* Temps Nouveaux *ou par sa lucarne. Le reste ne compte pas. C'est qu'au fond Grave ne s'est pas mêlé à son mouvement, ne l'a pas vécu, ne l'a pas compris. Je ne me souviens pas avoir trouvé une seule fois, dans son livre, le nom du menuisier anarchiste Tortelier, le premier propagandiste de la grève générale, ou celui de Pelloutier. Pourtant, Pelloutier avait collaboré aux* Temps Nouveaux.

*Où est la belle lumière d'*Autour d'une Vie*? Un Kropotkine dépeint son milieu, le mouvement révolutionnaire, fait sentir les grandes forces qui le portent. Rien de cela dans le livre de Grave. On n'y trouve même pas un élémentaire souci d'exactitude.*

Il foisonne d'erreurs, dans les petites comme dans les grandes choses. A l'entendre, c'est sur la proposition des socialistes d'Australie que le 1er mai serait devenu la manifestation du travail. Tout le monde sait pourtant que c'est sur la proposition de Lavigne et sous l'influence du mouvement américain pour les huit heures. De même pour le massacre de Fourmies; la troupe de jeunes gens, Marie Blondeau en tête portant la branche d'aubépine, ne revenait pas de cueillir le « Mai », elle allait, d'après Grave, réclamer la libération de camarades arrêtés la veille. Encore une invraisemblance : c'est à un procès de la Révolte *qu'il aurait vu pour la première fois Almereyda, qui, dès l'abord, lui aurait été antipathique par sa présomption. A ce moment-là, Almereyda avait dix ans.*

Dans la page qui me concerne, il n'y a pas moins de quatre ou cinq erreurs... Il raconte que lorsqu'éclata la grève des mineurs du Pas-de-Calais de 1906 *je travaillais avec lui pour quelques jours. J'ai beau rassembler mes souvenirs, je ne me rappelle pas avoir travaillé aux* Temps Nouveaux. *J'y ai collaboré pendant plusieurs années, je n'y ai jamais été employé. Il y a vingt-cinq ans de cela — cela ne me rajeunit pas! — et je pourrais ne plus me souvenir. J'ai demandé à Delesalle, qui, lui, travaillait alors aux* Temps Nouveaux, *s'il se rappelait. Il ne se rappelle pas du tout et pense que c'est une imagination de Grave. Je me revois par contre passant un soir au bureau de la rue Broca, ayant à la main le* Temps, *qui annonçait la catastrophe de Courrières. J'étais forcément ému. D'autant plus que je connaissais pas mal de camarades à Méricourt, depuis mon séjour l'année d'avant dans le Pas-de-Calais. Grave m'offrit* 20 *francs pour faire le voyage. « Vous écrirez quelque chose pour le journal au retour. » Et je retrouve en tête des* Temps Nouveaux *du* 17 *mars un article de moi intitulé « Un crime capitaliste », qui commence par cette phrase : « Je viens de passer deux jours sur les lieux de la formidable catastrophe de Courrières. » Si un jour j'ai retourné à Grave* 20 *fr., — ce dont je ne me souviens pas — à la suite d'une polémique et d'une lettre où il m'aurait dit que « lorsqu'on voulait engueuler les gens, on devait au moins avoir la délicatesse de leur payer ce qu'on leur devait », ce sont probablement les* 20 *francs qu'il m'avait remis, sans que je les lui demande, pour aller à Lens, non au moment de la grève, mais quelques jour avant, pour la catastrophe. C'est la C. G. T. qui devait m'y envoyer pour la grève. Il est exact que Grave, Delesalle et les* Temps Nouveaux *ne me lâchèrent pas un moment lorsque je fus arrêté pour le fameux complot syndicalo-bonapartiste monté par Clemenceau et sa police. Ils ne me lâchèrent pas, simplement parce qu'ils me connaissaient mieux. Moi, qui étais accusé d'avoir touché* 70.000 *francs du comte Durand de Beauregard, j'avais justement écrit à Delesalle, de passer retirer mon linge chez la blanchisseuse, que je lui rembourserais ces deux ou trois francs au retour. Un homme cousu d'or n'a pas de ces soucis. En outre, ils ignoraient ce que Cruppi, qui était ministre, avait assuré à Lagardelle : qu'il y avait des documents établissant ma culpabilité. Cruppi avait trompé Lagardelle, comme lui Cruppi avait été trompé par Clemenceau, lequel s'était peut-être complaisamment laissé tromper par sa Sûreté générale. Pendant ce temps, j'étais en cellule, au droit commun, à la prison de Béthune, ignorant tout du complot.*

Je serai obligé d'écrire un jour mes Souvenirs, moi aussi. Je tâcherai de les écrire plus exactement et plus honnêtement que ne l'a fait Grave. J'ai pu l'empoisonner souvent en ne lui donnant qu'un article sur deux ou trois que je lui promettais. Mais vraiment, mes collaborateurs l'ont bien vengé. Quant à ma ressemblance physique et morale avec Bulot, j'ai de sérieuses raisons de penser qu'il est un réquisitoire que Grave a dû attendre de moi avec quelque crainte légitime. Je ne l'ai pas fait. C'était inutile. Quand quelqu'un s'est donné pour le théoricien de l'anarchisme et qu'il a fait une faillite comme celle qu'il a faite pendant la guerre, il s'est tué lui-même. Paix à ses cendres.

P. MONATTE.

AUTOUR DU COMPLOT DE MADAGASCAR

Panorama Malgache

(Suite et fin.)

LE TRAVAIL FORCÉ

Dans combien de temps le processus accéléré d'expropriation donnera-t-il un résultat intéressant, c'est-à-dire un prolétariat suffisamment nombreux? En Europe, il a fallu des siècles. Mais l'impérialisme est autrement puissant que le capitalisme naissant; il pourrait peut-être arriver en quelques générations. Mais il lui faudrait pratiquer une politique de hauts salaires, ou, plus exactement, de *salaire* tout court : donner à l'exproprié « *de quoi vivre et se reproduire* ». Ce qui reviendrait à pratiquer aux colonies à peu près les mêmes salaires qu'en Europe. Hypothèse bien invraisemblable dans le cas d'un impérialisme qui n'hésite pas à entretenir le chômage chez lui pour investir ses capitaux là où les bras peuvent être contraints au travail à meilleur marché (1)...

En tout cas, en l'absence d'un prolétariat, c'est le *travail forcé* : toute une série d'attentats à la liberté individuelle dénommés réquisitions, corvées, prestations, deuxième contingent, ramassage, vagabondage, engagements (obligatoirement) volontaires, toutes choses qui se rapprochent de l'esclavage et du servage tout en n'étant ni l'un ni l'autre, étant seulement caractéristiques de la période d'exploitation impérialiste préprolétarienne (2).

Si vous le voulez, nous allons passer une revue rapide de ces diverses formes de travail forcé. Puisqu'il faut un ordre, nous irons de la moindre à la plus terrible.

L'indigénat.

On appelle ainsi les punitions disciplinaires infligées par des agents de l'administration à des indigènes qui ne sont coupables d'aucun délit mais ont commis une « faute » ou ont déplu à l'administrateur en quelque manière. Ces condamnations ne peuvent pas, théoriquement, dépasser cinq jours de prison, c'est-à-dire de travail gratuit.

Malgré qu'elles soient indéfiniment renouvelables, elles sont peu de chose pour la production... Mais elles permettent à un administrateur de rendre service à ses amis :

« A Sambirano tous les habitants, hommes et femmes, font par an quelques jours d'indigénat. Motifs des plus futiles ou, le plus souvent, parce que ces indigènes veulent s'occuper de leurs cultures vivrières ou de leur vanillerie au lieu de travailler pour certains colons favoris de l'administration... Ces colons promettent un salaire mensuel de 45 francs aux femmes et aux enfants travaillant à la fécondation artificielle de la vanille, mais ne leur paieraient une fois le travail fait que 25 francs... »

Parfois aussi l'indigénat peut être utile à des noirs... amis de la police. Ainsi le médecin Rajoana. Le 10 juin 1928, il veut prendre un pousse-pousse et s'adresse à Rasoja. « Pas libre », répond celui-ci. Furieux le médecin s'adresse au commissaire de police et voilà Rasoja condamné à tirer gratuitement pendant cinq jours ce médecin irascible et pas dégoûté.

Le ramassage.

Quand on n'a pas de gens à « condamner », il faut se débrouiller quand même. On les déclare « makabao » (vagabonds) et on les « ramasse ». Les malheureux n'ont souvent même pas le temps d'avertir leur famille. Il leur faut partir tout de suite, porter à plusieurs journées de marche la « filandzane » (chaise) de M. l'administrateur ou des ballots très lourds.

Le samedi 10 novembre 1928 « un *bourjane* ramassé de cette façon a refusé de suivre le recruteur. Mal lui en prit. Quatre recruteurs le traînèrent de force au bureau des transports. En résistant et en s'accrochant sur le sol, le bourjane fut blessé, en s'écorchant les pieds et les mains, tandis qu'il se cramponnait aux cailloux de la route sur laquelle il était traîné, tel une charrette. Arrivé au bureau des transports, il a refusé catégoriquement de partir comme porteur, en dépit des nombreux coups de pieds qui lui furent généreusement distribués. Il tint bon et à force de recevoir des coups, son *salaka* tomba. Finalement, voyant que l'on ne pouvait avoir raison de son entêtement qui stupéfiait les spectateurs, on le laissa s'en aller non sans l'avoir encore gratifié de quelques horions bien appliqués ».

Quel magnifique tableau ! Beau pays que Madagascar ! Camarades si jamais au cours de la lutte quotidienne la théorie marxiste s'estompe en votre esprit, si vous ne voyez plus à plein ses deux notions fondamentales d'expropriation et de lutte de classe, évoquez la vision de Dimasy chassé à Diégo-Suarez « en des misères horribles » et celle du bourjane qui s'accroche aux cailloux teintés de son sang pour ne pas se laisser voler de la plus-value !

Avez-vous une idée des salaires de ces porteurs forcés ? Eh bien ceux qui furent réquisitionnés à Sadjoavoto le même 10 novembre pour porter la poste à Vohémar reçurent la somme fantastique de quatre francs pour neuf jours de travail (quarante-quatre centimes par jour).

Quelquefois les « vagabonds » sont mis tout sim-

(1) Textile des Indes, mines de bien des endroits.

(2) J'ai beaucoup hésité avant d'écrire cet adjectif. Il laisse en effet considérer comme probable le succès de l'entreprise de prolétarisation. Il ne tient pas compte du fait si fréquent de l'extinction des populations coloniales durant cette phase. (N'ayant pas « *de quoi vivre et se reproduire* », des hommes meurent, c'est tout simple.) Devais-je écrire alors : « Le travail forcé est l'exploitation impérialiste non prolétarienne »? C'était dire : « Le travail forcé est le travail qui n'est pas libre ». Finalement, la première définition est la moins mauvaise; elle indique du moins la tendance prolétarisatrice de l'impérialisme. Elle est bonne si l'on garde constante en l'esprit cette idée que si l'impérialisme n'est pas *rapidement* jeté bas il aboutira non pas à la prolétarisation des populations coloniales, mais à leur complète disparition.

plement au service de particuliers ; par exemple dans le district d'Anivorano où on les envoie à la ferme d'Ambohivahibé, laquelle leur donne généreusement trois francs par jour.

Quant au terme de « vagabond », il est de compréhension très large. A Antalaha, il s'applique même à de petits propriétaires payant régulièrement leurs impôts. Là, tout Malgache qui n'est pas au service d'un colon est déclaré « makabao » et astreint à 30 jours de « corvées supplémentaires ».

Les prestations.

Ceci c'est plus sérieux. C'est une arme qui permet à l'administration d'obtenir réellement du travail : *dix millions de journées par an* en principe, et en fait beaucoup plus.

Qu'est-ce que la prestation ? On pourrait la considérer comme une partie de l'impôt fournie en nature. Or, nous avons vu que les indigènes payent les mêmes impôts que les blancs (1), qu'ils en payent même un peu plus et pendant plus longtemps. La prestation est donc autre chose. C'est l'obligation (en principe rachetable) qui pèse sur tous les indigènes mâles (et non sur les blancs et les Asiatiques) de fournir à l'administration dix journées annuelles de travail gratuit pour des fins d'utilité publique.

Mais presque tous les termes de cette définition sont sujets à être violés par le bon plaisir de l'administration.

Ainsi, la prestation est rachetable ; mais pas si vous êtes un « ami de Ralaimongo » et si vous habitez Tamatave. Il y a là un administrateur qui est un « vrai Français », un « grand et bel esprit », « un poète ». Son rêve est d'envoyer tous les « anti-Français », surtout quand ils sont de « faux civilisés », manier la pioche, revêtus d'un costume de coolie, sur les chantiers de travaux publics. Ainsi deux jeunes intellectuels, Rakotomalala et Razafindrakoto se sont vu refuser le droit de racheter leur prestation. Et comme il ne se soumettait pas, Razafindrakoto, qui est un employé révoqué de la Banque de Madagascar pour ses idées politiques, a été « mis à l'indigénat » trois fois en un peu plus d'un mois. Cinq jours de prison chaque fois !... Mais le Malgache est tenace quand il a raison, monsieur l'administrateur, et jusqu'à ce que vous permettiez à ces jeunes gens de gratter la terre avec la plume, vous userez vos prisons en vain.

Cet exemple nous montre que la prestation peut parfois n'être qu'un instrument de vengeance au lieu d'une mesure d' « utilité publique ». Mais il y a une autre manière de violer cette clause, c'est de transformer l'*utilité publique* en *profit particulier*. Ainsi le chef de canton de Sadjoavoto envoie les prestataires sur les terres d'un colon européen ou plus simplement encore les occupe à décortiquer son propre riz où à entretenir son propre jardin.

Mais la plus grave entorse au principe de la prestation est celle qui porte sur sa durée. Les dix jours réglementaires arrivent à être dix décades! Ceci s'obtient principalement par le procédé de la *prestation à la tâche*. Au lieu de dire aux indigènes : « Vous allez travailler dix jours », on leur dit : « Vous allez effectuer tel travail ». Ainsi à Vohémar chaque prestataire dut, en juin 1929, fournir à l'administration soit un pieu de 1 mètre de circonférence sur 8 mètres de long, soit des madriers carrés de même longueur et pesant 70 kilogs. Chacun de ces objets représentait environ 42 journées de travail. Et ce travail tombait en pleine récolte de riz (utilité publique!) La même année, l'administrateur de Port-Bergé avait envie de faire bâtir un mur de clôture autour de sa « résidence ». Il commanda à seize prestataires de lui fournir chacun 1.800 briques, représentant la bagatelle d'une centaine de journées de travail. A Anivorano-Nord, des indigènes durent fournir des madriers et des planches représentant un mois de travail. D'ailleurs ce n'est rien, car dans ce village dix jours arrivent à durer quatre mois : « 48 hommes ont commencé leur prestation de 10 jours le 5 mai 1929 et n'ont quitté les chantiers publics que le 31 août 1929 ».

Une autre manière d'allonger la prestation, sans en avoir l'air, est de mobiliser les hommes avec... leurs instruments de travail. Ainsi à Morombé il s'agit de créer une nouvelle ville. Alors les habitants terrestres font jusqu'à 90 jours de prestation, et les marins propriétaires de goélettes se voient forcés d'aller au loin chercher des pierres avec leurs bateaux. Dix voyages pour dix jours de prestation. L'administration a-t-elle tenu compte du travail humain emmagasiné dans la goélette pour égaler ces dix jours de travail avec outil aux 90 jours de l'homme qui n'a que ses bras ?

Les corvées.

Le nom indique à peu près ce que c'est : ce sont des travaux obligatoires supplémentaires et très ennuyeux (donc très longs). Ils ne sont prévus par aucun texte mais sont appliqués partout. Ainsi, les indigènes de Vohémar, après leur prestation de dix jours qui en dura 42, furent réquisitionnés pour faire des routes et des ponts. Sur les Hauts-Plateaux, ces travaux forcés supplémentaires s'appellent « rara trampokonolona » (travaux de collectivité), « fanampoana » (corvées), « findramana » (donner la main). Ils durent 30, 40, 60 jours et même davantage.

Ces travaux sont-ils payés? Parfois très peu, parfois pas du tout. Ainsi le n° 51 de l'*Opinion* publie un document révélateur : des indigènes sont envoyés à Manakara et y fournissent 30 jours de travail *gratuit* sur les chantiers de la Compagnie belge adjudicataire des travaux du chemin de fer.

Avec certains administrateurs, toutes ces corvées peuvent s'abattre sur la tête des mêmes individus. Ainsi à Tamatave, chef-lieu de la province de l'esprit charmant dont nous parlions tout à l'heure, les indigènes font :

30 journées de travail d'intérêt provincial,
90 journées de travail d'intérêt régional,
10 journées de prestation,
Plusieurs jours de réquisition accidentelle pour le transport des fonctionnaires,
Plusieurs nuits de réquisition pour « garde des bureaux publics ».

« Ainsi donc, écrit le docteur Ravoahangy, un indigène de la région de Tamatave ne reste généralement pas plus de dix jours par mois chez lui, ce qui ne lui suffit pas pour lui permettre de s'occuper de ses cultures vivrières souvent abandonnées au hasard... J'ai vu moi-même plus d'une cinquantaine de travailleurs Betsimisaraka, recrutés récemment à Fénérive pour 90 jours de travail forcé à Tamatave,

---

(1) M. André Demaison a écrit « Un voyage moderne », un bouquin absolument plat à la gloire du gouverneur Olivier. Il dit : « Quant à l'impôt de l'indigène, il n'excède pas le produit de dix journées de travail. *Fortunatos nimium sua si bona novint* ». On a beau être littérateur salarié, on n'a pas le courage de mentir en français jusqu'au bout! Mais quelle importance ont ces bassesses maintenant que nous avons lu le contrat liant Jean d'Esme au gouverneur et aux capitalistes d'A. E. F.? Et après les voyages de Pierre Benoit, Titayna (?) et autres, aux Nouvelles-Hébrides?

logés à Tanamboa (1), dans des groupes de cases entourés de fil de fer barbelé. Leur réquisition coïncide juste avec la période des cultures vivrières ».

Ceci, ça commence vraiment à être du travail forcé, n'est-ce pas ? Aussi, ne croyez pas que ce soit particulier à Madagascar. Je vous ai raconté, il n'y a pas bien longtemps, l'histoire d'Alain Gerbault, des îles Wallis et du bateau de guerre qui vint emmener en prison pour cinq ans des indigènes qui ne se prêtaient pas de bonne grâce à la construction du wharf. C'était encore du travail par corvée. Et pas bien loin (façon de parler) des îles Wallis, à Raiatéa, l'administration a tout récemment construit un beau quai, également par le même procédé (2). Et en Afrique équatoriale, sur les chantiers du chemin de fer ! Je ne vous rappellerai pas ces histoires effarantes racontées à la Chambre lors de la dernière discussion du budget des colonies : les 20.000 cadavres du Congo-Océan ; les chasses à l'homme ; le cas de ces indigènes fuyant le recruteur, réfugiés dans des grottes profondes et enfumés jusqu'à ce qu'ils se décident à sortir ; la révolte récente de la haute Sangha... Et le lieutenant de Tardieu-N'Goko, le jeune Piétri, faisant l'homme à la conscience libérée en affirmant que parmi les travailleurs *fournis* par l'administration à la Compagnie des Batignolles, il y a « dès maintenant 50 % de volontaires » !

Le Smotig.

La corvée, cette forme la moins légale du travail forcé, se retrouve donc dans toutes les colonies lointaines. Quant au Smotig, s'il n'y avait pas le Sénégal, il serait particulier à Madagascar. Mais n'est-ce pas à Madagascar qu'il est appliqué sur la plus large échelle et détesté le plus vigoureusement ?

D'abord qu'est-ce que c'est que ces syllabes baroques ? Eh bien ces lettres, que l'on traduit parfois par « deuxième contingent », veulent dire : Service de la Main-d'Oeuvre des Travaux d'Intérêt Général. Par un décret du 3 juin 1926, le gouverneur Olivier a condamné à trois années de travaux forcés les jeunes gens « dispensés » du service militaire, c'est-à-dire ceux qui ont tiré un bon numéro, la « deuxième partie du contingent ». Ce qui est tout à fait exorbitant au point de vue du droit bourgeois, c'est que ces jeunes gens ne sont pas des militaires : on comprendrait que certains corps militaires (que l'on pourrait appeler génie supplémentaire, par exemple) fussent employés à des travaux d'intérêt public. Mais, du moment qu'ils ont été favorisés au tirage au sort, les jeunes gens du Smotig sont des civils et leur envoi de force sur des chantiers où ils sont soumis à une discipline militaire ne repose sur aucune base légale. Ces jeunes gens n'ont aucun des « avantages » juridiques et moraux que confère la qualité de militaire ; mais ils en ont tous les inconvénients. Ils sont des *civils menés militairement*, des travailleurs à qui la production de plus-value est imposée par des brimades, la salle de police, la prison.

Le détail de la condition de ces forçats innocents est d'ailleurs très mal réglé. Ainsi le jeune Ravelojoana, comptable à la Compagnie Marseillaise de Madagascar, est l'aîné et le soutien de dix enfants ; il est de plus lui-même père d'un enfant. Condamné aux chantiers de force de Manakara par le tirage au sort, il demanda une dispense à l'administrateur en chef de la province, invoquant sa situation de famille. Il aurait pu ajouter le fait que le décret du 3 juin 1926 qui invoque la nécessité de donner aux jeunes gens une « éducation professionnelle » ne devait pas le concerner ; et que d'autre part, s'il s'agit d'intérêt général, il le sert aussi bien exploité par la Compagnie Marseillaise que par la firme belge du chemin de fer. L'administrateur répondit par un refus, invoquant les délais *militaires* qui régissent les demandes de sursis d'incorporation !

Aux termes de l'article 4 du décret du 3 juin 1926 : « les dates de convocation, les dispenses, les sursis, les congés, le régime de solde, ainsi que toutes les modalités d'application du présent décret, sont déterminées par arrêté du gouverneur général soumis à l'approbation du ministre des Colonies ». Je ne sais pas si cet arrêté a jamais paru. En tout cas en 1928, lors de la demande de Ravelojoana, il n'existait pas encore. L'administration trouve plus commode que le sort des jeunes travailleurs forcés dépende uniquement de son bon plaisir !

Leur situation n'est pas brillante. Il faut les voir, vêtus d'une méchante blouse de paille, marque chez les Malgaches de l'esclavage ou du complet dénuement, travailler dans l'eau ou sous le soleil, sur les chantiers du port de Tamatave par exemple, et regagner le soir leur prison en rangs serrés, pieds nus, tristes, encadrés comme des forçats par des agents de la garde indigène... Officiellement, l'entretien d'un travailleur au Smotig revient à 7 francs par jour ; en fait on ne dépense guère pour lui plus de 2 fr. 50: 0 fr. 75 de salaire, cinq cents grammes de riz et un peu de viande de bœuf.

En principe, ces travailleurs doivent être affectés à des travaux d'intérêt *général*. Ils devraient donc être rigoureusement distraits des chantiers où ils produiraient des bénéfices pour des capitalistes. Or, en fait, *ils ne travaillent que pour des capitalistes.* Ils travaillent au port de Tamatave, entreprise franco-allemande ; ils travaillent au port de Manakara ; ils travaillent au chemin de fer du Betsiléo; ils travaillent même dans des usines de sucre. Et la nuit, certains d'entre eux sont « commandés » de transports ou autres travaux supplémentaires et irréguliers au bénéfice particulier de leurs gardiens (1).

Quel est l'effectif total de ces chiourmes? Malgré la réduction de la durée de la peine de trois à deux ans, il n'a pas cessé de croître depuis 1926. Il atteignait 10.000 en 29. « On peut en avoir le double bientôt », dit la *Quinzaine Coloniale.*

Pour finir, un détail réellement bien vilain. Lisez cette circulaire :

> Monsieur le chef de canton de...
>
> Monsieur l'administrateur me charge de vous dire que, si parmi le deuxième contingent, il y en a qui n'ont pas encore payé leur taxe personnelle et n'ont pas encore fait leurs prestations, et qu'avant leur départ vous ne leur exigez pas le paiement de leurs impôts ou l'accomplissement de leurs prestations, il vous sera fait une retenue équivalente sur vos remises.
>
> Tananarive, le 26 mars 1929.
>
> *Le chef du bureau indigène suburbain p.i.*
> Signé : *Illisible.*

Ainsi l'impérialisme ne dispense même pas d'impôts et de prestations les malheureux qu'il condamne à deux ans de travail forcé. Et comme ces malheureux sont, avant leur « incorporation », consignés dans leurs villages pour éviter les évasions, il ar-

(1) Le village indigène.

(2) Mais cette fois, les choses allèrent sans heurt. Les indigènes se laissèrent persuader de l'utilité de cette construction, et travaillèrent avec entrain.

(1) « Des cadres choisis, véritables défenseurs de la main-d'œuvre, veillent au bien-être matériel et moral des appelés ». (*Quinzaine coloniale*, 10 novembre 1929.)

rive qu'ils soient dans l'impossibilité d'aller travailler pour se procurer l'argent nécessaire et que leurs parents et leurs amis doivent se cotiser pour payer à leur place.

Quatrième contingent.

C'est l'expression ironique par laquelle Paul Dussac désigne les *engagements obligatoirement volontaires* au service des colons ou de l'administration. C'est en somme le *travail* par contrat, le grand moyen de travail forcé.

Je vous ai longuement parlé de cette ignominie à propos des Nouvelles Hébrides Françaises et de nombreuses îles du Pacifique. Je vous ai dit tout ce que ces attentats à la personne humaine avaient là-bas d'anti-légal, le droit que s'arrogeaient les patrons et l'administration d'infliger aux engagés des amendes, des retenues de salaire, de la prison et des prolongations d'engagement... sans oublier des brutalités directes et des mises à mort à coups de talon (1). Eh bien les choses ne sont guère moins affreuses à Madagascar. Là aussi, au mépris de toute loi, l'engagé est *puni* ou spolié de son salaire quand il déplaît à l'engagiste. Là aussi ces engagements sont obtenus par contrainte, menaces ou tromperie.

« Le métier de recruteur de main-d'œuvre, écrit l'*Opinion* du 18 octobre 1929, devient lucratif à Madagascar. Ils ont l'audace jusqu'à faire des annonces aux journaux. C'est pourquoi ils s'abattent comme des vautours trouvant une charogne dans le Sud et le Sud-Est de Madagascar. Actuellement, de temps à autre, passent à Tananarive, traversant la capitale, de tristes convois de ces malheureux, recrutés forcés, couverts de haillons, affamés, encore obligés de faire à pied le trajet de Fort-Dauphin à Majunga ou Diégo-Suarez, c'est-à-dire plus de quinze cents kilomètres. C'est une véritable honte au gouvernement local et devant les yeux des étrangers qui habitent Tananarive. Devant les tableaux de ces tristes convois on dirait qu'on revoit à Madagascar le temps du commerce d'esclaves aboli par Radama I[er] il y a cent ans ».

Ces engagements volontaires sont toujours obligatoires. En voulez-vous une preuve ? Je la trouve sous la plume du gouverneur Olivier lui-même. Il écrit dans une circulaire du 30 décembre 1925 : « La situation économique actuelle, qui vaut à Madagascar une prospérité autrefois inconnue, est venue accroître les difficultés dues aux causes profondes que je viens d'indiquer. Les produits du sol ont acquis une telle valeur qu'*il s'en est suivi une évidente disproportion entre les salaires d'une part et les revenus personnels d'autre part*. Le résultat est qu'un très grand nombre d'indigènes ont abandonné les chantiers ou entreprises sur lesquels ils étaient autrefois employés et *se sont mis à travailler pour leur propre compte* ». Ainsi puisque les travailleurs quittent les chantiers, il faut les contraindre à y revenir. Il n'y a qu'à les engager « librement ».

« ... Nous avons vu, écrit Dussac, nombre de ces malheureux indigènes, devenus véritables esclaves, pleurer en nous racontant les conditions honteuses dans lesquelles ils avaient été « librement » recrutés.

« Les chefs de canton auxquels très probablement l'administration promet une prime... procèdent au recrutement des engagés en employant ...la brutalité et la menace de prison.

« Ils arrachent ainsi les Malgaches à leurs cultures... L'un d'eux, laissant sa femme sur le point d'accoucher, fut ainsi contraint de quitter sa maison la veille de la naissance de son enfant. »

(1) Cf. Histoire du Tonkinois 86 dans « Autour du 180e », *R. P.*, du 1er décembre 1928.

Au reste, lisez le document suivant (1) :

VOHIPÉNO-MANAKARA.

Note pour le chef de village de Vohindava.

Vous êtes prévenu que c'est le 22 juillet 1928 que l'on célébrera la fête à Vohipéno. A l'occasion de cette fête, le fanjakana demande de l'argent à vous fokonolona, pour activer cette fête; mais la somme à payer n'est pas déterminée. Ce que vous voulez donner, vous de Vohindava, vous l'apporterez ici à Vohitsindry, lundi prochain. *Vous êtes prévenu également de désigner trois hommes pour s'engager à Manakara pendant un an. Ceux que vous aurez désignés seront envoyés ici, à Vohitsindry lundi prochain.* — Vous chef, êtes tenu d'exécuter ces ordres dans le délai indiqué ci-dessus.

Vohitsindry, le 11 *juillet* 1928.
Le chef de canton :
Illisible.

Quelles sont les conditions matérielles de ces « engagements » ?

Pas brillantes, vous vous en doutez. Voici un exemple de « livret de travail » :

N° XXX. *Livret de travail appartenant à I... T. P. Ifanadiana.* Nature du travail : entretien de la route. Durée de l'engagement : trois ans. 10 octobre 1927. Montant de la prime : 50 francs. Taux du salaire : deux francs vingt-cinq par jour; 800 grammes de riz. Epoque de paiement : mensuellement. Signature des parties : le fonctionnaire X...; le travailleur obligatoirement volontaire malgache : une empreinte digitale.

Ainsi, comme il est d'usage, l'administration française malgache viole non seulement la loi de tous les pays civilisés mais ses propres règlements. Un décret du 22 septembre 1925 ne dit-il pas en effet : « La durée du contrat ne peut être inférieure à un mois ni supérieure à deux ans » ?

Ce sont ces *faux* contrats qui constituent la plus importante ressource de travail forcé. Ils en sont d'ailleurs la forme qui convient le mieux à notre impérialisme. Quoi qu'on dise, le Smotig est trop brutal (2), trop choquant. Un jour ou l'autre, il faudra l'abolir. Tandis que ces engagements, du moment que quoique obligatoires ils sont volontaires, sont absolument dans l'esprit de « notre » démocratie. Ils dureront sans doute autant qu'elle. Tout au moins, tant que les indigènes n'auront pas arraché à leurs exploiteurs *le droit syndical*. Et c'est sur le terrain de cette revendication que le prolétariat européen doit prouver aux coloniaux la réalité de sa solidarité. Elle est extrêmement importante. Songez que sur toute l'étendue de l'empire colonial français, le droit syndical n'est *théoriquement* reconnu que dans les colonies antérieures à 1848 (Antilles, Réunion, Inde française), c'est-à-dire que sur 60 millions de coloniaux français, 59 n'ont aucun moyen légal de protester contre l'exploitation capitaliste.

Grâce à Jouhaux.

Après cette courte revue, le travail forcé nous apparaît comme étant à Madagascar (comme dans bien des colonies tropicales) non seulement une réalité importante, mais vraiment *la base essentielle de la production* impérialiste. Il est une nécessité pour les surprofits du capitalisme. Il est donc tout naturel

(1) Publié dans l'*Opinion* du 20 septembre 1929.

(2) Aussi cette institution n'a-t-elle pu voir le jour que sous une Chambre cartelliste. Rochefort disait : « Tous les gouvernements de gauche font une politique de droite, et ceux de droite, une politique de gauche. » C'est très vérifiable aux colonies. Si la situation juridique des Malgaches s'est un *tout petit peu* améliorée, c'est sous le ministère Maginot.

que les soutiens fanatiques du régime, la S.D.N. et le B.I.T. en soient les défenseurs conscients.

Je n'exagère pas ; c'est un fait.

D'abord on peut se demander une chose. Jouhaux et consorts sont, comme chacun sait, des amants de la Démocratie. Ils occupent à Genève une place tout à fait éminente qui ne leur permet pas d'ignorer l'existence de ces dizaines de millions de forçats tropicaux. Ils ont des moyens d'action et des haut-parleurs de la plus grande puissance. Alors, comment ne remplissent-ils pas le monde de leurs clameurs et de leur indignation, jusqu'à ce qu'ils obtiennent la suppression de cette colossale entorse à la démocratie, la guérison de cette plaie sanglante et annulaire qui entoure la planète sur sa plus large zone et par son plus grand cercle ? Au contraire, ils se taisent soigneusement ; ils font tout pour que nous restions dans l'ignorance. Ils sont à une source merveilleuse de renseignements ; mais c'est une source qu'ils captent à sa naissance, étouffent et engloutissent dans les sables arides de leurs cœurs de bourgeois.

Pourtant, ils sont parfois obligés de « faire quelque chose ». Alors, c'est un étouffement encore plus complet et un *satisfecit* donné à l'impérialisme avec permission de continuer.

Ainsi en 1927, la S.D.N. découvrit en Mer rouge, entre l'Erythrée et l'Arabie, un boutre (1) dont les passagers ne lui parurent pas jouir d'une complète liberté individuelle. Aussitôt grand tintamarre et déclarations grandiloquentes, résolutions de combattre l'« esclavage »... en Abyssinie, en Arabie et partout où cette institution peut encore subsister sous sa forme archaïque. Remarquons à ce sujet qu'il est exact que quelques vestiges du véritable esclavage subsistent encore en certains points du monde ; mais ils sont peu nombreux, n'intéressent vraisemblablement que quelques milliers d'hommes et tendent à disparaître avec une vitesse étonnante à mesure que les pays se transforment économiquement. Enfin, cet esclavage familial est beaucoup moins terrible que celui de l'impérialisme : d'abord parce que dans l'économie domestique, l'esclave n'est pas soumis à une production intensive et surtout parce qu'on le traite bien du fait qu'on l'a *acheté* (s'il meurt c'est un capital qui disparaît). Ainsi ces esclaves découverts par la S.D.N. en Mer Rouge avaient été achetés très cher : une dizaine de mille francs chacun, si je me souviens bien. C'est dix fois plus que ce que Ballande vend ses jaunes aux colons hébridais. Ceux-ci, comme tous les esclaves modernes, ne coûtent que le prix du transport. Qu'importe alors qu'ils meurent à la tâche ou sous le rotin ?

Tout de même, après s'être ainsi gargarisée de nobles déclarations contre un fossile, la S.D.N. s'aperçut qu'elle ne pouvait réellement pas ne rien dire du si vivant et si général travail forcé. Ennuyée, elle passa la main au B.I.T., lequel convoqua ses « experts », lesquels accouchèrent d'un rapport. Avant tout ils « condamnent » (oh bien sûr!) le principe du travail forcé ; mais « en attendant » ils en demandent une « réglementation ». La « préparation » de celle-ci devrait venir le jour « qu'ils souhaitent le plus proche possible » où la question « pourra être portée devant une conférence internationale »... En tout cas ils sont d'avis que « le travail forcé ne *devrait* avoir lieu que dans des conditions très strictes ». Les critères propres à le rendre admissible *devraient* être : « le caractère de nécessité (2) ou d'intérêt public du travail à exécuter et *l'impossibilité de se procurer de la main-d'œuvre volontaire* ». Cette dernière raison est très hypocrite dans la bouche de gens qui ne peuvent pas ignorer l'existence de chômeurs par millions dans les métropoles et de lignes de navigation régulières entre l'Europe et les colonies. Ensuite les travailleurs forcés *devraient* recevoir une rémunération « adéquate » (sans plus de précision) et la durée des travaux forcés *ne devrait pas* dépasser deux mois par an (tout compris). Cependant, « dans le cas où les travailleurs doivent être amenés à de longues distances (presque toujours!), la limite extrême *serait* de six mois ».

Ainsi les gens du B.I.T., non seulement laissent en fait, par leur inaction, les impérialistes condamner les indigènes à toutes les formes de travail forcé et de toutes les manières qu'il peut leur plaire; mais encore, par leur hypocrite projet de réglementation, ils consacrent le *principe* de ce nouvel esclavage. Par leur signature, ils font le prolétariat complice de la manifestation la plus ignoble du banditisme impérialiste.

On pourrait encore faire une autre remarque. Les formes de travail forcé qu'ils visent et parlent de réglementer se ramènent aux prestations, aux corvées, aux réquisitions. Mais ils laissent de côté le « 2e contingent » et surtout les odieux « contrats de travail », le commerce de la chair jaune et noire, les engagements obligatoirement volontaires, base de la fortune de tant de sociétés parisiennes.

Et c'est plus que jamais le cas de dire : Qui ne dit mot consent.

ANTICIVILISATION

Mais il est temps de revenir à Madagascar dont ce sacré Jouhaux vient de nous éloigner (ce n'est, hélas! que son moindre crime!)

Après cet exposé de la mise en valeur et ce tableau trop lénitif des procédés employés, vous devez vous douter que toute cette entreprise poursuivie au nom de la Civilisation n'a pas dû donner des résultats merveilleux. Eh oui, au triple point de vue physique, intellectuel et moral, la mise en esclavage impérialiste a retardé formidablement le développement du peuple malgache et a même été un facteur de régression (1).

Au point de vue physique, l'appauvrissement systématique conduit à la mort de la race. Ainsi il y a eu en 1926 78.379 décès pour 69.124 naissances. Soit un excédent de 10.000 décès. Et 1926 n'est pas une année exceptionnelle, 1926 est une année où le décret expropriateur de M. Olivier, ainsi que la condamnation aux travaux forcés de la moitié des jeunes gens de vingt ans n'ont pas encore produit leurs effets meurtriers. 1926 est encore une des années d'avant la mise en valeur intensive. Eh bien, ces chiffres indiquent qu'en ces années de colonisation « normale », tout s'est passé comme si chacun des 20.000 blancs qui représentent là-bas la civilisation tuait un indigène tous les deux ans.

L'Imérina, la région la plus saine de l'île, comptait en 1903 850.000 habitants. En 1928, il y en a à peine 750.000. Une perte de 100.000 hommes en 24 ans! Et 100.000 Houves, 100.000 individus appartenant à la race la plus intéressante, la plus capable de mener l'île dans la voie du « progrès ». Si l'on parcourt les principaux villages de l'Imérina, on

(1) Embarcation à voile, non pontée et très primitive, utilisée surtout par les indigènes des Indes.

(2) Qu'est-ce que ça veut dire, nécessité? Il est toujours nécessaire, à un capitaliste, de gagner de l'argent.

(1) Et encore une fois c'est un phénomène général. Les peuples qui ont pu échapper à la colonisation sont, toutes choses égales d'ailleurs, bien plus avancés en civilisation que ceux de leurs semblables qui ont subi le joug des civilisateurs. Comparez le Siam à l'Indochine, le Japon à la Chine, l'Afghanistan à l'Inde,

constate partout un vide immense. On ne rencontre plus que des vieux, des femmes, des enfants. Visitez par exemple Ambohimanga. Avant 1916, c'était un village animé et on y trouve aujourd'hui encore plus de 200 maisons. Actuellement une centaine de cases à peine sont occupées. Là il n'y a plus que des vieux, des femmes, des enfants et quelques rares hommes fugitifs. Allez ensuite à Ambohitrabiby, Manandriana, Ambatofotsy; le vide est complet. Continuez vers l'est... partout le même spectacle... Un vide immense s'est fait partout.

Les indigènes sont très conscients de cet immense danger qui menace leur race. « Le corail croît, le palmier pousse, mais l'homme s'en va », disaient poétiquement les Tahitiens. Plus intellectuels, les Malgaches raisonnent. Ecoutez Botomena répondant à Charles Gide. (Il avait écrit : « Les indigènes de Madagascar peuvent se multiplier librement et devenir plus nombreux que les blancs » (1)) : « Que M. le professeur veuille bien m'excuser de lui dire qu'il se serait abstenu d'émettre cet avis s'il savait comment certains potentats mènent ici les pauvres indigènes; tant que le code de l'indigénat et la prison seront considérés par ces potentats comme des armes de vengeance... il est quasi certain que les indigènes ne se multiplieront guère; tout au contraire, ils s'en iront doucement et finiront par disparaître, comme ont disparu les Peaux-Rouges de l'Amérique et les Vazimba de la montagne d'Analamanga. »

Au point de vue intellectuel, quand on compare Madagascar à d'autres colonies, on est tenté de s'écrier : « Enfin, voilà des gens qui n'ont pas régressé! Ils sont bien plus avancés que d'autres coloniaux! » En effet, malgré tout ce qu'ils ont pu subir, le niveau intellectuel des Malgaches est assez haut. Je ne crois pas exagérer en disant qu'il y a bien 20 % des adultes qui savent lire et écrire. Mais il ne faut pas oublier que nous avons affaire à une race tout à fait spéciale, très curieuse des choses de l'esprit, et qu'avant « notre » arrivée, ce niveau intellectuel était certainement atteint.

Un des premiers gestes des premiers gouverneurs (Galliéni et Augagneur) fut de désintellectualiser l'enseignement, de le transformer le plus possible en une éducation professionnelle (de bons ouvriers!). Et en 1916, le gouverneur Garbit trouva que le niveau des études était encore beaucoup trop élevé pour des Malgaches; il le fit abaisser à nouveau.

Même l'école de médecine de Tananarive n'est pas à l'abri de cette volonté d'abrutissement du vainqueur. Les étudiants qui la fréquentent ne cessent pas de demander sa transformation en Faculté. Mais ils peuvent attendre! Le rêve des blancs est que les médecins malgaches soient au-dessous d'un infirmier européen... Ce désir et la crainte dont il procède cadrent d'ailleurs assez mal avec la théorie qu'ils répètent et impriment, suivant laquelle « plus les Malgaches sont instruits, plus ils sont bêtes ».

Enfin, les jeunes Malgaches ont beaucoup de mal à être admis à suivre les classes secondaires du lycée de Tananarive. Ceci a motivé une protestation publique des parents indigènes. Ils y rappellent fort à propos qu'ils sont contribuables aussi bien que les blancs : « O ironie! ce sont les barbares qui sont forcés de payer pour permettre aux enfants des civilisés de s'instruire pour pouvoir mieux les exploiter! »

Et au point de vue moral? Vous pensez bien que les résultats ne doivent pas être merveilleux. La démoralisation est surtout grande sur les chantiers de travailleurs forcés. Ceci rappelle la constatation des premiers marxistes sur « la démoralisation des classes ouvrières ». Elle était effroyable. Mais de même que le prolétariat a trouvé son élément de remoralisation dans le syndicalisme, c'est de même dans la lutte que le peuple malgache trouve la force de ne pas s'abandonner.

(1) Qu'est-ce que la liberté de la multiplication? Et qu'est-ce que cette faculté, pour trois millions d'indigènes, de *devenir* plus nombreux que 20.000 blancs?

L'Emprunt, mise en valeur aggravée.

« Il n'est probablement pas de colonie française ou étrangère, où une nation européenne ait pris autant de mesures pour élever l'indigène vers plus de dignité humaine ». Ce chariabia est le ... jugement que l'*Echo de Paris* porte, par la plume d'un nommé Pierre Deloncle, sur l'œuvre que je viens d'exposer. Quels dithyrambes ne va-t-il pas nous infliger maintenant qu'il s'agit d'aggraver ces « mesures vers la dignité », de nous barboter notre argent et d'avancer au gouverneur un grand emprunt de 700 millions?

Les simples Malgaches ne voient arriver ce presque milliard qu'en frémissant. Combien de bras supplémentaires n'iront-ils pas former les 5e et 6e contingents nécessaires à sa « fructification »?

Notons que le gouverneur Olivier n'a en aucune façon demandé aux Malgaches s'il leur plaisait de devoir payer les intérêts de ces énormes dettes. Il ne leur demandera pas non plus comment ils aimeraient voir employer l'argent... Ils sont convaincus d'ailleurs qu'on n'en fera rien de bon et qu'après ces millions-là, gobés on ne sait par qui, il en faudra d'autres pour terminer les travaux malencontreusement commencés. N'ont-ils pas l'exemple du chemin de fer du Betsiléo? Le kilomètre de voie devait y coûter 800.000 francs; or, malgré la gratuité de la main-d'œuvre, les dix premiers kilomètres sans rail reviennent dès maintenant à 5 millions le kilomètre.

La conclusion a été tirée par Ravoahangy : « Comme l'âne de la fable, ce sont les indigènes qui supporteront toutes les charges de l'emprunt projeté, alors que c'est l'administration (le meunier) et les colons (le fils) qui en profiteront. Et, par dessus le marché, les indigènes recevront encore sur leur dos les coups de rotin. »

LA LUTTE INDIGENE

Mais l'âne indigène a rué le 19 mai. Que l'impérialisme prenne garde à ses tibias! Ce n'est pas le dernier de ses coups de sabot! L'immense enthousiasme d'après le 19 mai est symptomatique. La grande majorité des Malgaches est maintenant en éveil et décidée à conquérir un sort humain.

Ce mouvement s'est cristallisé autour de la lutte menée par Ralaimongo et ses amis dans leur journal *l'Opinion* de Diégo-Suarez. Il ne s'appuie pas sur un parti politique, à moins que l'on ne considère que les « amis de l'*Opinion* » forment un parti de fait. En certains endroits ils sont si nombreux que l'administration appelle leurs villages les « villages de Ralaimongo ».

L'*Opinion* vit le jour en mai 1927. Elle aura donc bientôt trois ans. C'est peu si l'on envisage la transformation qu'elle a opérée dans l'atmosphère de l'île; c'est beaucoup si l'on considère tout ce qu'avait de hardi le fait pour un indigène *sujet* de créer un organe de lutte. « Le journal rouge cesserait de vivre en venant au monde», proclamaient avant sa naissance tous les journaux bourgeois. Et le *Madagascar* précisait : « En admettant, au pis aller, que le gouvernement local ne s'arme pas par un décret contre le journaliste rouge, il le serait toujours contre les lecteurs de ce journal. C'est une élite qui

lit les journaux français (1) et cette élite se recrute surtout parmi les fonctionnaires, les étudiants, les employés de commerce. L'administration aurait vite fait de se charger de désabonner les fonctionnaires et les étudiants, et les patrons leurs employés... » En vrai bourgeois, le *Madagascar* voyait juste sur le terrain répressif; mais il ne voyait pas deux choses principales : 1° que le journal d'opposition était un véritable *besoin* de la masse, en sorte qu'aujourd'hui, ce n'est pas seulement l'« élite » qui lit l'*Opinion*, mais le dernier des tireurs de pousse-pousse qui se la fait traduire ou expliquer; 2° Ralaimongo et ses amis n'étaient pas hommes à se laisser intimider par une répression prévue. En deux ans le journal eut à subir sept procès. Ses rédacteurs attrapèrent 50 mois de prison, 6.000 francs d'amendes (qui en font 24.000 à Madagascar), 25 ans d'interdiction de séjour et 8.000 francs de dommages et intérêts. Et sous cette pluie d'arrestations et cette avalanche d'amendes, le journal ne cessa pas de paraître!

Certes, sa situation fut plus d'une fois grave, et les bourgeois bien près de crier victoire. Ralaimongo fut d'abord jeté en prison pour un an à la suite d'un article protestant contre le décret expropriateur de M. Olivier. Marchant au canon, Ravoahangy (2) se précipitait alors à Diégo-Suarez et prenait la direction du journal. « Il venait d'être condamné, lui aussi, à deux ans de prison, deux mille francs d'amende et dix ans d'interdiction de séjour sur le territoire malgache... quand nous vîmes surgir de l'ombre, comme le soleil levant, un véritable sauveur, un vrai nouveau défenseur des opprimés, des faibles, des persécutés, des honnis : Dussac... ». Dussac fut à son tour condamné à treize mois de prison. Il est actuellement détenu à un régime qui n'a rien de politique, à la prison de Tananarive (3).

Un décret scélérat.

Le *Madagascar* avait réellement bien prévu les modalités de la répression. « En admettant que le gouvernement ne s'arme pas par un décret contre le journaliste rouge... » En admettant, disait-il, et cette hypothèse lui paraissait bien invraisemblable!... En effet, ce décret vit le jour trois mois après la naissance du journal. Le spoliateur des biens indigènes, l'organisateur des travaux forcés déchirait, tel un vulgaire Lucien Saint, la loi sur la presse de 1881. Il faisait de « tout écrit susceptible de porter atteinte au respect de l'autorité française à Madagascar » un « outrage aux bonnes mœurs » — je ne plaisante pas — puni comme la vente d'images obscènes des peines de l'article 28 de la loi de 1881, agrémentées d'interdiction de séjour. Ces étonnantes élucubrations étaient manifestement illégales. Mais, encore une fois, un gouverneur colonial n'a pas à s'occuper de la légalité! A la première occasion, il faisait fonctionner sa machine, digne du père Ubu, et condamner le docteur Ravoahangy, ainsi que le gérant du journal, au maximum de ces peines obscènes.

C'est alors que parut Dussac. Ce camarade, qui est un peu une figure de libéral du XIX° siècle, un de ces ardents qui bondissaient sur les barricades au nom du Peuple et du Droit, entra dans la bataille en s'écriant : « Et maintenant, monstre Illégalité, à nous deux! »

Et il mena la bataille avec tant de fougue et en même temps tant d'esprit juridique; il fit un tel tintamarre qu'il fut bientôt évident que le décret scélérat avait vécu. En effet, Maginot dut le déclarer illégal en avril 1929. Madagascar était ainsi la première colonie française qui ait su reconquérir la liberté de la presse abrogée dans presque tout l'« empire » depuis la guerre et les révolutions qui suivirent.

Le crime d'être indigène.

Le camarade Ravoahangy se trouva alors dans une situation bien paradoxale.

Il avait été condamné en vertu d'un texte qui ne s'appliquait pas à lui puisque, par suite sans doute d'une erreur de rédaction, ce texte visait « la mise en vente par des *Européens ou assimilés* d'écrits, etc. » Or, Ravoahangy est un pur indigène. D'autre part ce texte étant devenu illégal n'existait plus. Mais quand le camarade alla en Cassation, la Cour se déclara impuissante à statuer sur son compte, un décret de 1905 rendant seuls *recevables les pourvois formés par des Européens ou assimilés*. Il se trouvait donc de par sa seule qualité d'indigène définitivement condamné pour un délit qu'en tant qu'indigène il n'avait pas pu commettre et qui d'ailleurs n'avait plus d'existence légale. Il expiait le crime d'être indigène.

C'était tout de même un peu trop fort et Maginot, il y a quelques mois, abrogea ce décret de 1905. Désormais le recours en Cassation est ouvert à tout le monde.

Petits moyens.

Si le gouverneur-spoliateur-garde-chiourme se démenait ainsi dans sa « haute sphère », vous pensez bien qu'administrateurs et commissaires de police ne devaient pas être inactifs dans leurs petites bulles. Ce fut l'instauration de ce que le camarade Spielmann, d'Alger, appelle la « terreur administrative », toutes sortes de tracasseries plus ou moins bêtes destinées à rendre la vie impossible aux « amis de Ralaimongo ».

Premièrement, on tâche de les empêcher de travailler. Ainsi Ravoahangy est médecin; eh bien, on lui interdit d'exercer à Diégo-Suarez; qu'il aille dans le sud désertique s'il veut! De même Rakotomalala. Il veut s'établir agent d'affaires à Tuléar : pas de patente; il veut construire une briqueterie : pas d'autorisation pour raison d'hygiène; il veut enfin vivre de culture, retiré dans la brousse : il est attaqué par des assommeurs qu'on se garde de retrouver.

Ou bien on fait jouer l'indigénat. Dans le seul mois qui suivit le « 14 Juillet malgache », l'administrateur de Tamatave envoya quatre-vingts indigènes en prison. Même sort naturellement aux indigènes qui se permettent de recevoir Dussac ou Ralaimongo lors de leurs déplacements.

Tous ces petits moyens auraient peut-être pu être efficaces il y a vingt ans. Maintenant c'est trop tard. Très réellement, ils ne font que stimuler l'esprit de résistance à l'oppression.

Pas davantage n'aura de succès la mesure plus grave et plus canaille par laquelle on espère débarrasser Diégo-Suarez de Ralaimongo et bien d'autres

(1) Si les journaux d'opposition n'étaient pas rédigés en français, ils s'exposeraient à la saisie immédiate : le malgache est, en effet, considéré à Madagascar comme une langue étrangère.

(2) Ce nom n'est pas inconnu aux camarades qui furent lecteurs du « Paria » et du « Libéré ». Ils se souviennent de la condamnation aux travaux forcés à perpétuité qui frappa, pendant la guerre, Ravoahangy et d'autres indigènes en conclusion du « procès » (?) de la V. V. S., société secrète sur laquelle on a dit beaucoup de bêtises.

(3) Il est condamné pour « diffamation », pour avoir raconté l'affreuse histoire d'une jeune fille livrée aux tirailleurs par un capitaine... Le capitaine est en liberté; la *preuve* n'est pas admise en justice bourgeoise!

villes de leur militants. Il s'agirait d'interdire aux indigènes de résider hors du territoire de leur tribu d'origine.

REVOLUTIONNAIRES DE FAIT

— Mais vous nous parlez toujours de la lutte de l'*Opinion* (1) et jamais de son programme!

— C'est un peu à dessein. Pour moi l'important c'est avant tout la *lutte* anti-impérialiste; la théorie n'est que secondaire.

Mais puisque vous voulez à toute force savoir « dans » (2) quelle ligne sont les camarades malgaches, apprenez qu'ils combattent l'impérialisme en l'attaquant dans tous ses abus. Ils réclament :

1° *Au point de vue économique...*
- la suppression du travail forcé sous toutes ses formes,
- l'abrogation du décret spoliateur et le respect du statut foncier indigène,
- le respect par la Banque de Madagascar d'une des clauses de ses statuts : les prêts sur récolte à l'agriculture (indigène),
- l'égalité fiscale des blancs et des noirs,
- l'égalité des charges militaires,
- l'intensification de l'enseignement indigène et la transformation en Faculté de l'Ecole de Médecine de Tananarive.

2° *Au point de vue politique...*
- le droit pour les indigènes d'obtenir le titre de « citoyen » au moyen d'une simple déclaration (3),
- la suppression des administrateurs et leur remplacement par des municipalités élues au suffrage universel,
- une représentation parlementaire également élue au suffrage universel.

3° *Au point de vue judiciaire...*
- la suppression de l'indigénat,
- la suppression des juridictions d'exception dites « justices indigènes ».

En somme, ce programme est absolument réformiste. Mais sa pratique, qui est conquête des masses et résistance inflexible aux coups du pouvoir, est franchement révolutionnaire.

... A la différence de certains farouches révolutionnaires « de ligne » qui ne sont même pas réformistes en fait.

MALGACHES, SAUVEZ-VOUS VOUS-MEMES !

Il est d'usage quand on termine un article du genre de celui-ci de conclure par un vibrant appel :

« Camarades coloniaux, liez votre lutte à la nôtre! Seul le prolétariat international peut vous mener à la victoire totale! »

Evidemment cet appel procède d'une conception qui n'est pas fausse et l'affirmation qui le suit est juste; mais tout ça, ça ne rime pas à grand' chose. Et moi je dis : « Camarades malgaches, comptez sur vous-mêmes! »

C'est que l'expérience est là!

Il y a dix ans, maintenant, qu'on leur dit : « Liez votre lutte à la nôtre ». Or, ils ont fait tout ce qu'ils ont pu pour la faire, cette liaison. C'est nous qui n'avons pas voulu! Ainsi, si vous voulez, je ne vous parlerai pas des socialistes (bien que cette centaine de députés aurait tout de même pu saliver un peu! Au contraire, ils ont couvert le B. I. T. qui consacrait le travail forcé!) Mais le parti communiste! A-t-il assez proclamé qu'il voulait consacrer 50 % de ses efforts aux colonies! Or, l'avez-vous entendu parler de Madagascar avant les événements de 1929? Moi pas. Vous me direz peut-être qu'il n'était pas informé? Mais son devoir est d'arriver à savoir ce qui se passe partout, puis il y avait là-bas les copains Planque et Vittori qui ne se faisaient pas faute d'emplir de renseignements le tonneau des Danaïdes de son indifférence; enfin il recevait régulièrement l'*Opinion*, source merveilleuse de renseignements. Qu'en faisait la « Commission coloniale » où il n'y avait tout de même pas, que diable, que le policier Joubert?

Donc, camarades malgaches, comptez surtout sur vous-mêmes! Vous envoyez chaque quinzaine un millier de numéros de l'*Opinion* aux parlementaires et aux partis; réduisez les frais. Vous paraissez avoir grande confiance en quelques personnalités politiques ou universitaires; ne comptez pas trop sur elles.

Je suis personnellement tout à fait persuadé que le coup final ne sera porté à l'impérialisme que par les efforts conjugués des peuples coloniaux et des prolétariats européens. Mais, pour l'instant, la liaison n'existe pas; c'est un fait. Les « chefs » du prolétariat français n'ont encore qu'une compréhension *intellectuelle* de l'importance de la lutte des peuples opprimés tout autour de la planète. Ce n'est pas encore une notion qui leur tienne à cœur.

C'est dire, camarades malgaches, que pour l'instant vous ne pouvez guère compter que sur des sympathies individuelles, des manifestations symboliques, des gestes de solidarité faits par devoir, mais pas sur une de ces vagues profondes de solidarité qui jettent tout un peuple au secours d'un autre. Comptez donc surtout sur vous-mêmes!

Et maintenant demandons-nous, si vous voulez, ce que vous allez devenir dans les prochaines années. Sans envisager la survenue de graves crises dans le monde impérialiste, un fait est patent : votre mouvement est trop avancé, votre conquête de l'opinion trop complète pour que le gouvernement ne soit pas obligé de jeter du lest. Il faut qu'il vous accorde une de vos grandes revendications. Il choisira celle qui le gêne le moins. Sans aucun doute c'est la représentation parlementaire. Alors, tout en promettant d'établir le suffrage universel « par étapes », il vous donnera une représentation à base tout à fait étriquée. Ainsi Dussac, Ralaimongo, plus quelques gros richards, pourront être à Paris les « représentants de Madagascar », sans que soit sérieusement gênée la « mise en valeur » ni même le travail forcé.

Camarades malgaches, ne vous laissez pas prendre au miroir aux alouettes du parlementarisme. Que votre vigilance se fasse encore plus aiguë dès que vous aurez cette représentation. L'épreuve sera dure pour votre vertu révolutionnaire.

J. PÉRA.

(1) On me dira aussi que je n'ai parlé que de l'*Opinion* et pas encore du *Réveil malgache*, l'autre journal d'opposition qui paraît à Tananarive. C'est que l'*Opinion* me paraît de beaucoup le plus important et le plus vivant des deux. Le *Réveil malgache* est littéralement encombré de déclarations patriotiques. Certes, dans l'*Opinion*, il y en a aussi; mais elles sont moins nombreuses, et ce qu'on pardonne à la diplomatie d'indigènes *sujets*, on l'admet moins facilement de « citoyens » français, et surtout de camarades marxistes. Car le *Réveil malgache* est un organe S. F. I. O.!

(2) Les camarades du Parti pourraient-ils nous expliquer comment on pourrait ne pas être à l'étroit « dans » cette figure sans largeur ni hauteur?

(3) Les étrangers, même asiatiques ou africains, habitant Madagascar jouissent de ce droit. Les Malgaches non. Pour les *sujets* l'acquisition de la qualité de citoyen reste une faveur de l'administration. Absolument comme en Algérie. Et la réaction populaire est la même dans ces deux pays : le peuple repousse la naturalisation individuelle, mais réclame la *naturalisation en masse*.

A travers les Livres

La Machine

Par RABINDRANATH TAGORE
Traduit du bengali par BENOIT et CHAKRAVARTY
Présentation par MARC ELMER
(Rieder, éditeur)

Drame symbolique et grandiose. Bibhouti, l'ingénieur du roi d'Outtarakout, a élevé sur le fleuve la puissante — et mystérieuse — Machine qui permettra enfin de dominer le peuple de Chibtaraï. Le peuple d'Outtarakout se réjouit et adore la Machine, instrument de sa grandeur, tandis que celui de Chibtaraï se lamente et réclame vainement sa destruction. Mais Abhidjit, le fils du roi d'Outtarakout, a découvert le point faible de la Machine et il la détruit en sacrifiant sa vie.

⁂

Dans sa présentation, Marc Elmer dresse le bilan de la machine et il pose, pour finir, la question sans réponse :

« Et que faire? Arrêter les bielles? »

Une feuille de ce bilan nous est bien connue : elle présente le mieux-être que la machine apporte aux hommes par l'abondance de la production; mais le verso porte en retour : abrutissement des ouvriers qui la servent, exploitation exaspérée de l'homme par l'homme, crises économiques, colonialisme, impérialisme, guerres.

Faut-il donc briser la machine? Non, répondent les révolutionnaires : solution ridiculement réactionnaire. La machine n'est l'ennemie que par l'usage qu'en fait la bourgeoisie parasitaire. Après la Révolution sociale : fin de l'abrutissement ouvrier, des crises économiques, du colonialisme, de l'impérialisme, des guerres. La machine sera l'amie de l'homme.

Marc Elmer en doute et condense son doute dans l'interrogation qu'il m'adresse.

« *La question, tragique, se pose-t-elle ainsi : la Révolution une fois faite sera-t-elle stérilisée par le machinisme et tout ce qui en découle?* »

Ce doute, disons-le nettement, il nous pénètre toutes les fois que nous regardons autour de nous.

La Révolution réglera les rapports de l'homme social et de la machine, mais il restera l'homme individuel, « l'homme en soi ».

Je le sais. « L'homme en soi », ça nous dégoûte d'en entendre parler depuis que des milliers de romanciers, d'auteurs dramatiques, de poètes, de musiciens, de peintres, de moralistes et de curés l'examinent, le lorgnent, le dissèquent, le traduisent, le jugent et le condamnent ou le sublimisent. Alors, nous en arrivons à penser qu'il n'existe plus.

Mais, après la Révolution, que ça dégoûte ou non, il y aura encore l'homme et plus que jamais la machine.

L'homme d'après la Révolution, nous imaginons mal ce qu'il sera, Mais ne voyons-nous pas déjà vers quoi il glisse : vers l'effacement devant la machine

Pendant un siècle, la machine a appelé l'homme autour d'elle et a rassemblé la classe qui la sert. A présent, la machine n'attend plus l'homme; elle marche vers lui. Minuscule et puissante, elle s'insinue partout. Moteurs à essence. Electricité. La machine court le long des plus misérables routes. Sa force traverse les montagnes, s'élance par dessus les ravins et les fleuves. Le vieux village s'éveille au fond de ses gorges obscures. Le vieux village de chez nous et celui de la Chine et celui des Indes. Téléphone, Télégraphe. Piles d'imprimés. Moteurs. Klaxons. Piano mécanique. Phonographe. Cinéma. Radio. Demain, télévision.

La réserve de l'humanité dormante prête l'oreille, s'agite, s'énerve.

Mais aujourd'hui n'est rien.

Le rythme s'accélère : de 1800 à 1900, la civilisation mécanique a plus gagné que de l'an 1000 à 1800 — de 1900 à 1930, elle a plus gagné que dans tout le XIXe siècle.

La machine nous mécanise dans notre travail et condamne l'homme à la monotonie des gestes rituels. Rien de nouveau, assurent les rationalisateurs — même ouvriers. Et d'invoquer le geste monotone que le rouet exigeait de Marguerite. Mais Marguerite dictait au rouet son propre rythme à elle; tandis que la chaîne dicte son rythme à son serviteur. Le tisserand se mouchait lorsqu'il avait le nez plein. Si la rationalisation continue, les ouvriers de la chaîne se moucheront tous au commandement.

Mais cela n'est rien. La machine s'empare de notre loisir et mord sur notre cerveau. La famille mange pendant que Radio-Toulouse module. La ménagère fait nasiller le phono en lavant sa vaisselle. La foire bat son plein. Mécanisée, elle aussi : Grand huit. Chenilles. Suprême symbole, le Football : monté dans un traîneau sans direction, on s'abandonne aux hasards de la pente, des trépidations, des rencontres; on s'abandonne à la machine à secousses. Plus de musique humaine. Plus de fantaisie humaine. Electricité en plein jour. Décors partout plaqués sur une nature si belle. Un dernier pantin s'agite. Il ne fait plus rire. Ni lui, ni personne, ni rien. Les berlingots ne sentent plus le berlingot.

L'homme pressent obscurément le désastre de cette mécanisation. Il essaie de s'évader. Voici les arts primitifs : art précolombien, musique nègre, retour à la nature, culte du sport. Mais quelques milliers de footballeurs *scientifiques* et *rationnellement* entraînés rassemblent, chaque dimanche, un million de sportifs venus en moto, auto et train qui, lorsque la bise est vive, battent la semelle et relèvent le col de leur pardessus. Nos grands-pères, lorsqu'ils se distrayaient, avaient moins de souci du rendement, et ils riaient en abattant leurs quilles.

La machine libère l'homme 16 heures par jour aujourd'hui; elle le libérera 18 heures bientôt. Mais l'homme peuple sa liberté de bruits sans arrêts, d'images galopantes, de voyages à l'américaine (l'Europe en quinze jours!). Voyez la femme. Mille perfectionnements ménagers ont surgi. Louzon saluait un jour ici l'autoclave qui cuisait les légumes en dix minutes, et il y voyait l'indice de la libération de la femme. Libération? En quoi? Le temps gagné, qui le rongera? Dentiste, manucure, pédicure, coiffeur. Poudre de riz. Changer de robe. Que reste-t-il du temps retrouvé pour l'instruction, la réflexion, l'action sociale et même le simple repos? Nous travaillons moins d'heures; notre maison contient mille aides que nos grand'mères n'ont point connues, et nous nous bousculons cent fois plus qu'elles. Nous trépidons.

Et se lève une immense cohue d'inadaptés. Entre la vie de mon arrière-grand'mère et celle d'une paysanne du XVe siècle, presque pas de différences (la plus grosse c'était peut-être la venue de la pomme de terre sur la table); entre la vie de mon père et la mienne, un monde de bouleversements. Alors, le rythme accéléré de ces changements brise les suprasensibles et laisse une foule d'arriérés. L'anormal se multiplie — mais il n'y a plus de normale, car tout fuit. Et nous sommes la première génération soumise à la morsure de la machine. Que seront nos enfants?

La Révolution brisera-t-elle l'emprise de la machine sur l'homme? Ayant réglé la question sociale, règlera-t-elle cette immense question individuelle?

J'ai peur que non.

A mesure que la machine comblera de nouveaux besoins, l'homme se précipitera vers de nouveaux caprices et la machine s'imposera davantage dans sa vie, qui deviendra un perpétuel artifice.

Et le bout de la ligne est connu : notre civilisation mécanique crèvera comme ont crevé les autres : l'égyptienne, la grecque, la romaine...

Allons-nous donc demander que vienne le briseur de machine?

Rêve sans consistance.

Celui qui la vitupère lui demande chaque jour des services et Tagore lui-même s'est confiée à elle pour parcourir le monde et pour adresser son message aux hommes. Notre destin d'homme, c'est de demander à la machine chaque jour plus, et il contient notre destin de révolutionnaire qui est de répandre l'immensité du bien-être mécanique sur tous au lieu d'en réserver l'essentiel à quelques-uns.

Qu'après la civilisation en meure, qu'y aura-t-il de nouveau, Marc Elmer? Ce n'est pas de ce matin que les hommes se sont aperçus que la Vie et la Mort marchaient en se donnant la main — l'une tirant l'autre.

B. GIAUFFRET.

Paul de Rousiers : LES GRANDES INDUSTRIES MODERNES. Tome V : Les industries chimiques. Le régime légal des Ententes (Colin, édit.).

M. de Rousiers termine avec les industries chimiques ses études sur la concentration industrielle et commerciale des grandes industries modernes. Est-ce parce que, de par son apparente diversité, l'industrie chimique est plus difficile à étudier que les autres? Toujours est-il que l'opposition entre la grandeur du sujet et la manière dont il est traité, est plus frappante encore que dans les volumes précédents.

Il n'est plus même de bourgeois qui ne soient pénétrés — sans l'avouer — de matérialisme historique, qui ne mettent le facteur technique à la base des phénomènes sociaux. M. de Rousiers se donne donc comme but de montrer comment les transformations techniques de l'industrie chimique en ont amené la concentration. Mais les raisons qu'il donne sont tout à fait superficielles, elles ne résistent pas à un examen.

En voulez-vous un exemple ?

La distillation d'une tonne de houille pour fabrication de coke métallurgique ou de gaz d'éclairage, ne donne qu'une très petite quantité de goudron. Cela va, d'après de Rousiers (page 43), entraîner l'obligation d'usines de distillation considérables, de façon à ce que ces usines puissent produire une quantité de goudron suffisante pour permettre l'installation d'une usine de traitement de goudrons. Or, c'est exactement le contraire : les usines de distillation du charbon ne pouvant — sous peine d'atteindre des dimensions incompatibles, sauf cas exceptionnels, avec leurs débouchés pour leur produit principal (gaz), ou leur approvisionnement commode en matières premières — produire suffisamment de goudron pour pouvoir avoir leur propre usine à goudrons, cela fait tendre le traitement des goudrons à se constituer en industrie séparée, chaque usine de goudrons pouvant ainsi s'adresser à un grand nombre d'usines de distillation pour y acheter le goudron qui lui est nécessaire. En fait de facteur de concentration, il s'agit d'un facteur qui tend à s'opposer à la concentration verticale.

L'étude des industries chimiques ne remplit pas tout le volume. Celui-ci se termine par une étude sur le régime légal des ententes industrielles (trusts et cartels). Ici, M. de Rousiers n'est plus seulement le professeur à l'Ecole des Sciences Politiques, qui parle et écrit pour gens du monde ayant besoin d'avoir des « lumières » sur tout et des connaissances de rien, il est le secrétaire général du Comité des Armateurs. En cette qualité, il pratique le bourrage des crânes pur et simple.

Sous le prétexte d'étudier les diverses législations, ce n'est qu'un long plaidoyer en faveur des trusts et des cartels. Plaidoyer sans argument, sans la moindre idée. Selon les meilleurs enseignements de la presse quotidienne, l'auteur se contente d'affirmer, d'affirmer inlassablement, comptant uniquement sur la répétition de l'affirmation pour convaincre. Les trusts et cartels sont légitimes, la coalition est honnête, la coalition n'entrave pas la liberté du commerce — tout cela sans autre justification que des paroles dans le goût de celles-ci : « Les ententes (ententes qui, rappelons-le, consistent dans l'obligation faite à chaque membre de ne pas vendre au-dessus d'une certaine quantité ou au-dessous d'un certain prix) ne « faussent » pas le fonctionnement de l'offre et de la demande, elles l' « organisent » (sic !) (p. 244).

Il est vraiment lamentable de voir un homme qui, autrefois, avait semblé vouloir faire effort pour observer, avec une certaine objectivité, les phénomènes sociaux, en arriver là! Passé au service des armateurs, il tombe au-dessous des folliculaires du Comité des Forges. C'est du sous-Buré. — R. L.

Hubert Lagardelle : SUD-OUEST. UNE REGION FRANÇAISE (Valois).

Appliquant la méthode d'enquête et la doctrine des « nouvelles équipes » syndicalistes patronées par Valois, Lagardelle nous fait le tableau d'une région économique française, celle qui, ayant Toulouse pour capitale, groupe sous les Pyrénées les départements voisins.

Cette région est surtout agricole et le travail de la terre y prend des aspects assez originaux. Les campagnes en voie de dépeuplement y attirent la main-d'œuvre italienne. A côté du faire-valoir indirect caractérisé par le métayage, la petite propriété s'y maintient avec ses inconvénients : sa faible et onéreuse productivité, l'individualisme fâcheux qu'elle entretient. Les conditions particulières du climat permettent pourtant une spécialisation agricole dans la production des primeurs et des fruits qui pourra, grâce à la coopération, se faire un avenir et rénover l'agriculture régionale.

Ce mélange d'archaïsme et de progrès, ce vieux fond rural n'est pas ici complété par une industrie prospère et en plein essor. Il n'existe encore sur ce point que des promesses d'aménagement, surtout grâce à la houille blanche pyrénéenne dont Toulouse est appelée à devenir la capitale. Le Sud-Ouest n'a pas de véritable vocation industrielle et ses émigrants vont plutôt vers les emplois publics et les carrières dites libérales que vers la vie de l'usine.

L'auteur attend d'une organisation régionaliste qu'elle secoue cette inertie et poursuive la mise en œuvre du pays. La politique, dit-il, n'y parviendrait pas. Seuls les producteurs — lisons les industriels, les commerçants et les propriétaires ruraux — groupés dans leurs organisations, sauront y parvenir. Et c'est là l'objectif de ce néo-syndicalisme, fort peu attentif à la condition du prolétariat, qui se propose surtout de faciliter la besogne du capitalisme, particulièrement urgente, dans les pays comme le Sud-Ouest qui en sont encore souvent au stade pré-capitaliste.

Sous la réserve grave pour nous que le prolétariat ne l'intéresse pas assez, alors que précisément le faible développement industriel du pays y entretient les bas salaires, cette enquête est assez instructive et dégage bien la physionomie de la région. Mais ce qui nous maintiendra toujours en défense contre de telles tentatives, c'est que, pour nous, la solidarité géographique au programme des économistes bourgeois, même s'ils arborent les pâles couleurs du syndicalisme valoisien, n'est en partie qu'une fiction, du moment qu'elle masque les conflits de classes, à la façon dont le fameux intérêt général illusionne tant de travailleurs. Il n'en est pas moins vrai que le prolétariat doit suivre de près ces entreprises d'aménagement régionaliste qui modifient sur place les conditions où il devra lutter et préparent l'héritage que lui lèguera la Révolution. — A. RICHARD.

PETITES NOUVELLES

— Il y a un mois, R. Lafon terminait son compte rendu du *Boston*, d'Upton Sinclair, en souhaitant que ce beau roman soit bientôt traduit et publié. Ce souhait est réalisé. Le *Populaire* va publier *Boston* en feuilleton à partir du 18 avril.

LA
RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Le redressement de la C. G. T. est-il possible ?

Pour justifier l'injustifiable tournant (à 180°) exécuté par les chefs staliniens de l'I.S.R. sur le terrain de l'égalité syndicale, les éminents dirigeants de la C.G.T.U. nous sortent tout un déballage (expédié de Moscou) de prétendus arguments, parmi lesquels nous trouvons celui-ci : « Désormais, la C.G.T. jaune de Jouhaux est complètement intégrée dans l'Etat bourgeois ».

Il apparaît rapidement à tout militant qui se donne la peine de réfléchir que cette affirmation ne correspond nullement à la réalité, tout comme la plupart des constatations de nos grands stratèges : radicalisation des masses, essor révolutionnaire, etc.

Loin de nous assurément l'intention de défendre la « collaboration » entre les leaders de la C.G.T. et les représentants de la bourgeoisie. Cette pratique n'est qu'un trompe-l'œil pour la classe ouvrière dont elle émousse la combativité. Et, dès sa fondation, la Ligue Syndicaliste a dénoncé avec autant d'énergie le syndicalisme frelaté de la C.G.T. que le syndicalisme asservi de la C.G.T.U.

Mais ce n'est pas parce que l'état-major et une bonne partie des cadres de la C.G.T. sont en étroite liaison avec la bourgeoisie et son appareil gouvernemental qu'il faut en conclure à l' « intégration complète », de la base au faîte, de l'organisation syndicale réformiste dans l'Etat capitaliste actuel. C'est une absurdité, exactement comme si l'on vient prétendre que la C.G.T.U. est « entièrement » inféodée au Parti communiste, dont une motion de Congrès a reconnu le rôle dirigeant.

Mais admettons cette absurdité, comme si elle définissait l'exacte situation. S'ensuit-il alors que le redressement de la C.G.T. soit une pure illusion comme l'affirment les communistes et comme le pensent aussi un certain nombre de militants unitaires appartenant à la minorité?

La réponse à cette question, nous la trouvons dans le rappel du passé, un passé qui n'est pas encore très éloigné et que beaucoup de camarades ont vécu.

Les rapports étroits des leaders de la C.G.T. avec la bourgeoisie de ce pays ne datent pas d'aujourd'hui, quoi qu'on en dise. L'Union sacrée de la période de guerre — c'est-à-dire la participation de militants dits ouvriers à l'assassinat du prolétariat mondial — est bien un fait aussi monstrueux que « l'intégration » dont on parle actuellement. Il serait difficile de trouver un exemple de capitulation plus totale ; et pourtant n'a-t-on pas vu la poignée de vaillants lutteurs, qui avaient entrepris la tâche immense de sortir du bourbier le char syndical, trouver peu à peu du renfort, acquérir de plus en plus d'influence, à tel point que, sans la scission opportune, trois ans après la fin de la guerre, la C.G.T. aurait été replacée sur la voie révolutionnaire ?

Pourquoi le redressement, possible (les faits l'ont prouvé) à cette époque encore peu lointaine, serait-il devenu une utopie dans le moment présent ? A la vérité, les théoriciens (?) du P.C. et de la C.G.T.U., les Brécot, les Vassart, les Gitton — même avec l'aide du célèbre Losovsky — ne peuvent apporter à ce sujet aucun argument sérieux ; et il est très facile de voir clair dans leur jeu. Quand on veut être, comme eux, coûte que coûte, sans d'ailleurs aucun mérite spécial, la « fraction dirigeante » de la classe ouvrière, quand on est par conséquent contre le front unique et l'unité (1), il est logique de vouloir détruire dans l'esprit des travailleurs l'idée d'un redressement possible de la C.G.T.

Morel qui, chaque jour dans le *Peuple*, se réjouit des bêtises accumulées par les disciples de Staline, prétend lui aussi que le redressement de la C.G.T.U. ne peut pas se faire, ne se fera pas ; et il invite nos camarades minoritaires à rentrer dans la vieille maison où l'indépendance et la démocratie syndicales sont, paraît-il, respectées.

La manœuvre est là aussi parfaitement compréhensible : les dirigeants de la C.G.T. comprennent fort bien le danger pour leur politique d'une orientation syndicaliste révolutionnaire de la Centrale unitaire qui se trouverait alors délivrée de la déprimante tutelle du Parti communiste.

De même les dirigeants de la C.G.T.U. redoutent, et pour cause, un aiguillage à gauche de la Centrale réformiste.

Ce double redressement de nos deux organisations nationales annoncerait à coup sûr une marche irrésistible vers l'Unité qui pourrait porter préjudice à beaucoup de nos fonctionnaires syndicaux, si bien installés dans la scission.

Mais les camarades syndiqués du rang sauront finalement comprendre leur véritable intérêt. Pour redonner au syndicalisme sa puissance, ils s'efforceront de sortir les deux C.G.T. « l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique » comme l'indique le programme de la Ligue Syndicaliste.

Dans la C.G.T.U. des résultats ont déjà été acquis; dans la C.G.T. le courant d'opposition est à peu près encore inexistant. Cela est dû pour une part aux sottises des ex-groupes d' « Amis de l'Unité », à l'époque où le communisme officiel déclarait réserver 75 % de ses efforts à la lutte pour l'unité syndicale. Cela est dû surtout à l'absence d'un élan révolutionnaire qui, au contraire, se manifestait avec force pendant la période d'après-guerre.

Cependant la Ligue Syndicaliste ne doit pas attendre une conjoncture plus favorable pour commencer son travail de pénétration et d'organisation dans la vieille C.G.T. Car c'est précisément si ce travail est effectué qu'elle pourra tirer profit d'une meilleure situation.

Sans doute pourra-t-on faire observer que la Ligue ne groupe qu'un très petit nombre d'adhérents de la C.G.T. vraiment insuffisant pour faire œuvre utile. Nous pensons que le recrutement ira de pair avec l'accomplissement de la tâche.

Il y a d'ailleurs certaines organisations confédérées dans lesquelles un noyau déjà important de militants partage les points de vue de la Ligue Syndicaliste. Nous voulons parler notamment du Syndicat National des Instituteurs où l'opposition se manifeste, mais à peu près uniquement sur le terrain corporatif. Il est nécessaire — Blutte le faisait déjà remarquer après le Congrès de Rennes — que nos camarades s'occupent désormais plus attentivement des grandes questions qui intéressent toute la C.G.T.,

---

(1) Comme ils n'osent encore avouer franchement qu'ils en sont devenus les adversaires, ils font mine de défendre un soi-disant « front unique de classe » et une Unité qui excluent tous les militants non communistes.

entre autres celle de l'orientation qui est d'importance capitale.

En s'engageant dans cette voie, ils ne trouveront certes pas la tranquillité. Non seulement ils auront à subir les attaques des dirigeants confédérés et de leurs partisans, mais encore ils ne seront pas ménagés par les révolutionnaires professionnels de la C.G.T.U. On suspectera leurs intentions, on dénoncera « leur démagogie », ils seront signalés comme des adversaires plus dangereux que Jouhaux et consorts. Malgré ce débordement d'invectives, il faudra conserver tout son sang-froid et poursuivre la besogne commencée.

Si les syndicalistes révolutionnaires qui sont dans les deux C.G.T., mais qui trop souvent y sommeillent, sont capables de conjuguer leurs efforts, les scissionnistes de tout poil devront baisser pavillon. Nous marcherons alors à grands pas vers l'Unité, vers le syndicalisme de masse, et la classe ouvrière ne sera plus impuissante comme aujourd'hui devant une bourgeoisie arrogante.

H. FULCONIS.

Sémat avait menti

Nous avons posé la quinzaine dernière la question de savoir si les faits signalés par Sémat au dernier Comité national unitaire, et qui y avaient produit une forte impression, étaient vrais ou mensongers.

Nous demandions aux camarades de la région de nous fixer sur ces incidents de Tarbes. Plusieurs réponses nous sont parvenues, dont une de Désarménien, le secrétaire de l'Union départementale confédérée de l'Adour (Landes et Basses-Pyrénées). Il s'étonne que nous ayons reproduit les déclarations de Sémat, la *R. P.* « ayant montré jusqu'ici plus de circonspection dans ses informations », mais en même temps il nous demande de couper la tête à cette légende. Le meilleur moyen de détruire cette légende, c'était de faire ce que nous avons fait. Aujourd'hui la vérité est connue, avouée par le Bureau fédéral des Cheminots unitaires.

Rappelons tout d'abord les déclarations de Sémat consignées dans l'*Humanité* du 15 mars :

Notre camarade Sémat en arrive à un troisième pilier de la répression : le social-fascisme et les briseurs de grève de la C.G.T., aussi bien les chefs que la troupe, la tête comme la base.

Un exemple :

— On a voulu arrêter, à Tarbes, notre camarade Marc Dupuy. Savez-vous qui se chargeait de l'opération ? Le secrétaire de l'Union locale confédérée de Tarbes, membre du Parti dit socialiste et bourrique par surcroît. Revolver au poing, à la tête de trente policiers, il a fait irruption dans un débit de boissons, puis a procédé à l'arrestation brutale, violente, fasciste de notre camarade ; traîné, la figure en sang, sous la menace du revolver du chef policier Lambert, fonctionnaire de la C.G.T. de Jouhaux, membre du Parti socialiste de Paul-Boncour, Renaudel, Léon Blum. »

A ce moment, tourné vers les minoritaires, Gitton lance :

— Est-ce cela que vous entendez par l'unité ouvrière ?...

Voici maintenant le récit de la *Tribune des Cheminots* du 1er avril :

Sur le vu d'informations hâtives, nous avons annoncé dans la « Tribune » du 15 mars, l'arrestation de notre camarade Dupuy, électro-mécanicien à la Compagnie du Midi, délégué au Conseil supérieur des Chemins de fer. Dans la relation des faits nous avons commis quelques erreurs que nous rectifions volontiers, maintenant que nous possédons tous les éléments d'appréciation sur les faits.

Le 6 mars dernier, notre camarade Dupuy profitant de sa journée de repos, s'est mis à la disposition du Comité de grève, constitué par les ouvriers de l'entreprise Gâche, de Tarbes. Il fut chargé, avec d'autres camarades, de démontrer le rôle joué dans la grève par quelques jaunes. Un de ceux-ci, mutilé d'un bras, frappa Dupuy au visage et lui occasionna une hémorragie nasale (fait relaté d'ailleurs, dans la bourgeoise « Dépêche »). Devant cette provocation d'un agent du patronat, Dupuy se rendit compte immédiatement du but recherché et en comprit la portée politique.

Le même soir, des cheminots du dépôt de Tarbes, des ouvriers de l'Arsenal fraternisèrent avec les grévistes contre la police et les jaunes. Fureur du patronat de la localité. Aussi, pour étayer une accusation et procéder à l'arrestation de notre camarade, la bourgeoisie fit porter plainte contre lui par le même manchot sous le rituel prétexte d'entraves à la liberté du travail, de coups et voies de faits.

Le 7 mars, Dupuy fut avisé que son domicile était gardé par la police, ainsi d'ailleurs que la gare de Tarbes. Notre camarade put néanmoins se rendre à Morcenx prendre son service. Il termina celui-ci sans encombre, mais il fut arrêté en se rendant à Dax, lieu de sa résidence d'emploi. Il fut d'abord conduit à la maison d'arrêt de Mont-de-Marsan, puis transféré à Tarbes. Mais, pour cela, la police procéda à une série de manœuvres qu'il nous faut dévoiler.

Dupuy fut obligé de descendre à Vic, petite gare proche de Tarbes, où un escadron de gendarmes à cheval, autos, policiers l'attendaient. Ce fut sous cette escorte que notre camarade fut conduit à la maison d'arrêt à Tarbes. A son arrivée dans cette ville, les rues limitrophes de la prison étaient cernées, c'était un véritable état de siège.

Il n'est pas question, on le voit, d'un secrétaire de l'Union confédérée de Tarbes, membre du Parti socialiste et bourrique à la fois, d'un chef policier Lambert, fonctionnaire de la C.G.T. Il n'est donc pas entré revolver au poing, à la tête de trente policiers, dans le débit où se trouvait Dupuy. Il n'a pas davantage procédé à l'arrestation brutale, violente, fasciste de Dupuy. Etc., etc...

A notre tour de nous tourner vers Sémat et vers Gitton.

— Quand peut-on vous croire ? Quand peut-on vous prendre au sérieux ? Quand cesserez-vous d'estropier la vérité et de déshonorer le syndicalisme ?

PETITES REMARQUES

Nous avions posé ces deux questions :

1° Pourquoi Jouhaux n'a-t-il pas assisté à la réunion des Bureaux des Internationales socialiste et syndicale qui s'est tenue récemment à Paris?

2° Ne serait-il pas d'accord avec la déclaration favorable à la proposition de désarmement du Gouvernement travailliste anglais, sortie de cette réunion, et le serait-il une fois de plus avec Briand et Tardieu?

On a fini par donner une réponse à la première question. Jouhaux et Buisson n'étaient pas à Paris.

Mauvaise réponse, car ils auraient pu se déranger pour y venir. Ils auraient pu en outre s'y faire remplacer par un autre secrétaire de la C. G. T.

Et toujours pas de réponse à la deuxième question.

⁂

Les dirigeants de la C. G. T. U. se donnent un mal énorme pour masquer leurs opérations scissionnistes.

Ça leur sera difficile.

Leur cuisine de Bruxelles, à la réunion de l'Internationale de l'Enseignement, pour obliger le syndicat du Finistère et la minorité de l'Enseignement à quitter leur Fédération unitaire, est déjà à moitié connue, mais elle le sera complètement le jour où les « centristes » auront le courage de parler.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

MERCREDI 26 MARS. — Reconstitution par la police, avenue Mathurin-Moreau, du fameux « tribunal rouge ».

JEUDI 27. — Débat à la Chambre sur le plan Young.

Allemagne. — Démission du cabinet Muller.

VENDREDI 28. — Trente-neuf nouvelles condamnations à mort en Indochine.

— Comité national de la C. G. T.

— Congrès de la Fédération unitaire des métaux.

— Au Congrès de la Fédération unitaire des produits chimiques, 19 syndicats sur 21 repoussent le rapport moral de Chabanon.

— Manifestation à Calais des patrons et des ouvriers de l'industrie dentellière contre les nouveaux droits de douane américains.

Allemagne. — Ouverture à Berlin du Congrès paysan international.

SAMEDI 29. — La Chambre ratifie le plan Young par 545 voix contre 40.

Allemagne. — Formation d'un cabinet Brunning.

DIMANCHE 30. — Au cours d'une manifestation socialiste à Lens, incidents violents provoqués par les communistes.

— Congrès des ateliers du réseau Etat, au Mans.

LUNDI 31. — Sir Deterding a une entrevue avec Tardieu.

— Terrassiers et cimentiers parisiens se prononcent pour l'élargissement de leurs grèves.

MARDI 1er AVRIL. — Au Sénat, M. Léon Bérard réclame, et le ministre promet, l'interdiction du Manuel d'Histoire de la Fédération de l'Enseignement.

MERCREDI 2. — Mort de Bourderon.

JEUDI 3. — Au Congrès de l'U. R. parisienne, pour protester contre les brimades, les minoritaires décident de ne pas intervenir dans la discussion.

Allemagne. — Le cabinet Brunning obtient une majorité au Reichstag.

Belgique. — Coup de grisou à Elonges (Mons); 13 morts.

SAMEDI 5. — Obsèques de Bourderon.

DIMANCHE 6. — Congrès des usines métallurgiques de la Région parisienne.

Inde. — Gandhi commence la lutte contre la gabelle.

LUNDI 7. — Le pourvoi des 84 condamnés de Yen-Bay est rejeté.

MERCREDI 9. — La C. G. T. U. demande aux ouvriers de toutes les industries de soutenir les grévistes du bâtiment par des arrêts de travail dans les entreprises et une aide financière des plus larges.

— Le grand complot antifasciste, monté par le provocateur Menapace, se liquide par des non-lieu.

Suède. — Mort de Thorberg, président de la C. G. T. suédoise.

JEUDI 10. — Le Conseil national économique vote une proposition préconisant l'application du contrat collectif dans l'industrie des constructions navales.

La plaie opportuniste du Parti communiste Périodiquement le Parti communiste s'aperçoit qu'il est affligé d'une plaie.

Donnant ses impressions sur la Conférence nationale communiste des 9, 10 et 11 mars, J. Berlioz — qui faillit, il n'y a pas si longtemps, être grillé comme droitier après avoir failli l'être un peu avant comme gauchiste — dénonce dans la *Correspondance Internationale* du 5 avril, la plaie opportuniste qui ronge le Parti et la C.G.T.U., une plaie à débrider sans retard. C'est Vassart qui représenterait le siège du mal, Vassart et les cadres intermédiaires.

La tenue politique des débats nous a quelque peu déçus; dans l'ensemble ils ont été faibles. Sur le premier rapport, par exemple, la plupart des camarades intervenant se contentaient de quelques données sur leurs régions, sans prendre position sur les problèmes capitaux posés. Cela tient en partie à la composition des participants, dont beaucoup, jeunes et inexpérimentés à ce point de vue, n'osaient pas aborder les grandes questions politiques. Cela est dû aussi à ce que les chefs des délégations régionales appartenant en général à nos cadres intermédiaires, ne firent pas grand'chose pour pousser ces éléments du rang à intervenir et préparer avec eux leurs exposés.

Nous trouvons là un indice d'un gros défaut de notre parti : *une partie de ses cadres intermédiaires n'étant pas intimement convaincus de la justesse de ses analyses et de sa ligne constituent un véritable écran entre la direction, d'une part, la base saine du parti et la classe ouvrière, d'autre part.* Ce qui cause une certaine rupture entre la direction qui suit au jour le jour le développement rapide de la situation et les éléments combatifs de la base, décidés, soucieux d'initiative, mais qui n'osent pas réagir avec assez de vigueur parce que ces cadres traduisent ou expliquent mal notre ligne et empêchent pratiquement de la réaliser.

Nous avons vu cela en particulier le 6 mars. A la tête nous avons eu une forte campagne d'éclaircissement, de directives claires et justes, qui n'a pas été continuée et adaptée suffisamment dans nos organisations régionales et de base qui ont montré une certaine passivité; les meilleures initiatives de lutte sont venues de la base même de nos adhérents ou de travailleurs sans parti. Cela pose un *problème urgent : l'adaptation de nos cadres aux nécessités de la période actuelle. Nous devons changer avec audace ceux qui sont en retard* en faisant monter plus rapidement aux divers échelons les meilleurs entraîneurs de masses, tout en popularisant plus largement les documents et les décisions du centre afin d'arriver à une plus grande clarté politique dans l'ensemble du parti.

Enfin, *il y avait certainement à la conférence des éléments opportunistes, mais ils ont été très prudents et n'ont pas découvert à fond leurs divergences avec le Comité central* (les résolutions ont été votées à l'unanimité). Voilà la grande faiblesse de notre conférence : la lutte contre l'opportunisme plus ou moins masqué n'a pas été menée avec la vigueur nécessaire. On s'est trop contenté de formules générales pour le définir au lieu de prendre des cas concrets et de déshabiller des types caractéristiques de droitiers et de conciliateurs.

Faute d'avoir poussé ceux-ci dans leurs derniers retranchements, nombre de délégués purent croire au début qu'il n'y avait plus d'opportunisme dans le parti. *Il en résulta un sentiment de malaise, qui s'aggrava lorsque le camarade Vassart, qui faisait le second rapport au nom du Bureau politique, tenta de désaxer la conférence.* Il donna sur le rôle dirigeant du parti et sur la politisation des grèves des formules qui permettaient beaucoup d'interprétations. Mais surtout *il diminua étrangement le danger opportuniste et demanda au parti de concentrer ses feux sur les fautes gauchistes et les déviations mécaniques.*

...*Les opportunistes interprètent l'attitude du rapporteur* — désavoué par le Bureau politique — *comme une atténuation de notre lutte contre l'opportunisme, contre un « nouveau cours », et des militants conciliateurs s'écrient : En avant maintenant contre les « erreurs gauchistes ».* Par répercussion, des éléments gauchistes véritables de la région parisienne s'emparent du rapport de Vassart pour reprocher à la direction du parti d'être conciliatrice.

Vassart avait déjà eu à plusieurs reprises des divergences assez sérieuses avec le Bureau politique. Incontestablement, il représente ceux qui, dans le parti, plient devant les difficultés présentes, reculent devant les tâches accablantes ou sont pris de panique et essaient de justifier leur repli en affirmant que la ligne de parti est trop en avant.

...Il eût fallu à la conférence fouiller impitoyablement avec le bistouri la plaie opportuniste et la débrider plus largement. Nous allons poursuivre le travail dans toute la préparation du 1er mai, auquel la conférence n'a pu consacrer que peu de temps. Il faut absolument réaliser deux choses : mobiliser tout le parti pour la lutte dans l'usine, le lier aux masses les plus larges dans les comités de lutte.

Cependant, si un malaise pesa sur la conférence avant que les délégués des usines aient pu se ressaisir, ses débats furent une excellente leçon pour le Comité national élargi de la C. G. T. U. qui se tenait le lende-

main, et dont la majorité des participants avaient siégé à la conférence. Là, la discussion fut très bonne. L'analyse des premières manifestations de crise économique y fut poussée à fond. La lutte contre l'opposition réformiste dans toutes ses variétés y fut menée avec une très grande ardeur et aboutit à un écrasement idéologique. Un plan de travail en vue du 1er mai y fut dressé avec méthode.

Mais là aussi la différenciation n'est pas terminée. Devant l'ampleur et les difficultés du travail de mobilisation des masses pour la grève revendicative et politique du 1er mai nous assisterons et nous assistons déjà à des hésitations et à des reculs dans nos cadres syndicaux. Nous avons là des reflets de l'énorme besogne de démoralisation, de décomposition et de discrédit contre notre parti, poursuivie sans répit par la bourgeoisie, surtout dans les couches ouvrières aristocratisées.

Appel d'un socialiste tonkinois après Yen-Bay

Nous avons reçu l'appel suivant aux socialistes de France lancé de Hanoï par le camarade Bahut, peu après les événements de Yen-Bay :

Je suis un vieux militant socialiste qui, depuis trente ans, lutte en Indochine pour y répandre et y défendre nos idées, et dans des conditions combien difficiles, vous vous en doutez.

Ici, presque tous les Français sont des impérialistes. Même ceux, hélas, qui avant leur venue en Indochine, étaient socialistes. C'est que tous les Français de la colonie sont par rapport aux indigènes des privilégiés, et il n'en est guère qui, ayant changé de classe, n'y aient pris aussitôt l'esprit de leur nouvelle classe.

Après la guerre, lorsque je suis revenu dans la colonie j'y ai trouvé une section socialiste installée.

J'y ai adhéré, mais je me suis vite aperçu qu'elle n'avait de socialiste que le nom.

Composée en grande partie de fonctionnaires, elle en a fatalement pris l'esprit, or, ceux-ci s'estiment insatisfaits, bien que presque tous roulent auto, ont portefeuille garni de valeurs cotées en bourse (tous les ans, il passe des millions en France expédiés par les fonctionnaires de la colonie) et que beaucoup laissent volontiers les indigènes travailler à leur place. (Dans l'Indochine 20 millions d'habitants, 6.000 fonctionnaires français; dans les Indes anglaises, 300 millions d'habitants, moins de 5.000 fonctionnaires anglais). Cette section comprend donc le socialisme surtout comme un moyen de rendre encore meilleure la situation de ces fonctionnaires parasites, sans jamais considérer que ces améliorations seront payées par les indigènes qui, eux crèvent de faim, ce qui n'est pas, hélas, ici, seulement une figure de rhétorique.

Dans le sein de cette section, pas un seul indigène. Quand on y parle de la nécessité d'en admettre quelques-uns, des membres de la section menacent de donner leur démission.

Dans le bureau de la section, trésorier : un gardien de prison; secrétaire adjoint : un agent de police.

Une section fut créée ces temps derniers à Haïphong. Son principal animateur était un agent de police qui, à chaque fin de mois, pour totaliser un chiffre d'amendes qui lui permette d'être bien noté par son chef, enfourche sa bicyclette, parcourt les quartiers indigènes de la ville et dresse des procès-verbaux à tour de bras (témoignage du camarade Brousse, membre du Parti depuis toujours).

Etant descendu en juillet dernier, à Saïgon, on me demanda à Hanoï avant mon départ, d'essayer d'y créer une section du Parti et on me donna le nom d'un agent de la sûreté avec lequel je devais m'aboucher. Bien entendu, je m'y refusai avec indignation. Ce sont les tracasseries policières qui sont cause ici en grande partie du mécontentement des indigènes.

Enfin, il vient de se produire ces jours-ci au Tonkin les événements que vous savez : mutineries, lancements de bombes, etc...

Naturellement toute la presse française de la colonie réclame à grands cris des châtiments terribles et immédiats contre les révoltés sans se demander un instant quelle est la raison de cette révolte.

On pouvait espérer que le parti socialiste, échappant à cette folie générale, allait faire entendre des paroles de sagesse et d'apaisement. Or voici la déclaration abominable parue dans le *Petit Populaire du Tonkin* (N° du 16 février 1930) :

Crime et sottise

Nous sommes allés prendre, à l'hôpital, des nouvelles de notre camarade Saint-Genis, de la Police Urbaine, blessé en service commandé par l'un de ces criminels imbéciles qui essaient, en ce moment, de terroriser et d'affoler le pays.

En assurant notre camarade et sa famille de toute notre amicale et fraternelle sympathie, nous tenons à flétrir ici, au nom de tous les socialistes, l'attitude inqualifiable de ceux qui ne craignent pas de se faire en Indochine les agents d'un parti de désordre et de dissolution sociale.

Nous ne le crierons jamais avec trop de force : le socialisme, c'est l'ordre et la paix, le communisme, c'est l'anarchie, le désordre et la guerre.

Si les menées de ces énergumènes ne sont pas immédiatement arrêtées, c'est toute l'œuvre pacificatrice de la France compromise, l'évolution sociale du pays retardée, la chute dans l'anarchie, la misère et la ruine, l'esprit de conquête et les oppositions de races réveillées.

Les coupables doivent être traqués et condamnés sans pitié. *Une répression immédiate et énergique s'impose : tous les Annamites, exception faite d'une petite bande d'agités, savent qu'aucun progrès ne peut être réalisé par le désordre et la violence. Ils attendent du Gouvernement une* action rapide et efficace.

Ils pensent, comme nous, *qu'on a jusqu'ici montré beaucoup* trop de mansuétude *et qu'on a par trop joué avec le feu :* il est grand temps que cela cesse. *Annamites et Français ne demandent qu'une chose : pouvoir vivre et travailler en paix.*

Fédération Socialiste du Tonkin,
LE BUREAU FÉDÉRAL.

Les Annamites en sont stupéfaits. Eux qui espéraient tant du socialisme, et qui n'espéraient même plus qu'en lui. « Quand les socialistes arriveront au pouvoir en France, leur ai-je entendu dire souvent, notre situation deviendra meilleure. » En somme, leur espoir en nous, en notre parti, était leur dernière raison de ne pas désespérer de la France.

Et ils s'aperçoivent aujourd'hui que les socialistes, comme les autres Français, veulent les hacher et les piler tous quand, à bout de patience, quelques uns d'entre eux se révoltent.

Non pas que les Annamites, dans leur masse, approuvent ces révoltes et les actes extrêmes qui les accompagnent, mais ils voudraient que la France comprît que ces révoltes ne sont pas sans causes, et que ces causes, il faudrait les faire disparaître.

Camarades, dans l'intérêt du socialisme et de l'avenir de notre propagande en Indochine, aidez-moi, appuyez-moi à faire dissoudre cette fédération du Tonkin (d'ailleurs fictive, composée de sections inexistantes et qui furent créées sur le papier pour les besoins de la cause) qui compromet le noble nom du socialisme ici et qui par son attitude impérialiste et indigénophobe détourne les Annamites de venir à nous, au grand profit du communisme qui les conduit vous savez dans quelles voies.

Demandez à la commission administrative permanente la suppression de cette fédération et la reconstitution au Tonkin par des camarades sûrs, qui ne voient pas dans le socialisme un moyen démagogique de se faire donner des sièges électoraux par les Français impérialistes et indigénophobes de la colonie, de sections véritablement socialistes où il se trouvera beaucoup d'indigènes et peu de Français.

Le texte que je vous ai cité aura suffi, je crois, à vous convaincre.

C'est un vieux militant du Parti, éloigné de la France par des milliers et des milliers de kilomètres, qui vous demande aide et secours.

Le Gérant : M. CHAMBELLAND.

Impr. LABOR 8, Bd de Vaugirard, Paris-XVe

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B



Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Dernières Nouveautés

QUESTIONS SOCIALES

André PHILIP : L'Inde moderne (Alcan) .... 18 fr.

LITTERATURE

Neel DOFF : Keetje, roman (Albin Michel) .... 15 fr.
Andrée VIOLLIS : Tourmente sur l'Afghanistan (Valois) .... 15 fr.
Ernst JOHANNSEN : Cheval de guerre (Paris-Edition) .... 12 fr.

VIENT DE PARAITRE

CHARLES BOUSSINOT

LES MESKINES

ROMAN

Un volume de 340 pages .. .. 15 fr.

Pour le Centenaire de l'Algérie